



## RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE // 2024

---

FLERS AGGLO Secteur Messei - La Ferté Macé (E)

## SOMMAIRE

<b>1. Présentation du contrat et du service</b>	<b>4</b>
1.1. Données du contrat	4
1.2. Un dispositif a votre service	6
1.3. Les chiffres clés du service	6
1.4. Principaux indicateurs réglementaires	7
<b>2. L'essentiel de votre service</b>	<b>9</b>
2.1. Faits marquants du contrat en 2024	10
2.2. Évolutions réglementaires de 2024 et à venir	13
Incontournables pour 2025	16
<b>3. Bilan et perspectives du service</b>	<b>17</b>
3.1. Bilan hydraulique	19
3.2. Bilan qualité de l'eau	22
3.3. Bilan énergie	26
3.4. Gestion de votre patrimoine	28
3.5. A l'écoute des consommateurs	29
3.6. Résilience du territoire	32
<b>4. Rapport financier du service</b>	<b>37</b>
4.1. Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation	38
4.2. Situation des biens	41
4.3. Les investissements et le renouvellement	42
4.4. Les engagements à incidence financière	43
4.5. Annexes financières	46
<b>5. Données détaillées</b>	<b>47</b>
5.1. Le prix du service public de l'eau	48
5.2. Vision pluriannuelle des volumes	59
5.3. Indice de protection de la ressource	62
5.4. Qualité de l'eau	63
5.5. Énergie et réactifs	91
5.6. Inventaire des installations et réseaux	94
5.7. Réseaux	96
5.8. Gestion des installations	99
5.9. Opérations de renouvellement, de maintenance et travaux réalisés	100
5.10. Interventions réalisées	103
5.11. Les consommateurs de votre service	104
<b>6. Annexes</b>	<b>107</b>
6.1. Détail des textes réglementaires	108
1.1. Assurances	118
6.2. Assurances	119
6.3. Certificats ISO	120
6.4. Autres annexes	122
6.5. Glossaire	124

## **REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES**

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.



## 1. PRÉSENTATION DU CONTRAT ET DU SERVICE





## 1.1. DONNÉES DU CONTRAT

- Déléataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
- Périmètre du service	BANVOU, BELLOU EN HOULME, DOMPIERRE, ECHALOU, FERTE MACE, LA COULONCHE, LA FERRIERE AUX ETANGS, LE CHATELLIER, LE GRAIS, LES MONTS D'ANDAIN, MESSEI, SAINT ANDRE DE MESSEI, SAIRES LA VERRERIE
- Numéro du contrat	F568E
- Nature du contrat	Affermage
- Date de début du contrat	01/01/2019
- Date de fin du contrat	31/12/2030

### CONVENTIONS AVEC DES TIERS

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
achat	CA du Pays de Flers	Achat à la CAPF - Chapelle au moine
achat	CA du Pays de Flers	Achat à la CAPF - Chatelier
achat	CA du Pays de Flers	Achat à la CAPF - La Cretine
achat	CA du Pays de Flers	Achat à la CAPF - St Bomer Pt Boussard
achat	SI ALIMENTATION EAU POTABLE DU HOULME	Achats au SIAEP du Houleme - ex SIAEP de Briouze
achat	SIAEP DE LA REGION DE MAGNY LE DESERT	Achats au SIAEP de Magny le Désert
achat	SIAEP DOMFRONT	Achats au SIAEP de Domfront
achat	SIAEP DU HOULME	Achats au SIAEP du Houleme - ex SIAEP Athis de l Orne
achat	SIAEP du Houleme	Achat au SIAEP du Houleme
achat	SYNDICAT MIXTE D'ACHAT D'EAU A LA MAYENNE	Achat d'eau au SMAE Mayenne pour La Ferté Macé
vente	CA du Pays de Flers	Vente à la CAPF - Cite Lebardier
vente	CA du Pays de Flers	Vente à la CAPF - Foulouvier
vente	CA du Pays de Flers	Vente à la CAPF - La selle La forge
vente	CA du Pays de Flers	Vente d'eau au SIAEP de Messei
vente	SIAEP DE LA REGION DE MAGNY LE DESERT	Ventes au SIAEP de Magny le Désert
vente	SIAEP DOMFRONT	VEG au SIAEP de DOMFRONT
vente	SIAEP DOMFRONT	Ventes au SIAEP de Domfront

### AVENANTS AU CONTRAT

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	05/02/2020	

## 1.2. UN DISPOSITIF A VOTRE SERVICE

### Votre lieu d'accueil

1 route de Putanges

ARGENTAN

Ouverture des bureaux : du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h00


### Toutes vos démarches sans vous déplacer



*Pour toutes les démarches en lien avec vos abonnements aux services d'eau, vous pouvez nous contacter via plusieurs canaux mis à disposition.*

**NOTRE SERVICE CLIENT EN LIGNE :**

 [www.service-client.veoliaeau.fr](http://www.service-client.veoliaeau.fr)

 sur votre smartphone via nos applications iOS et Android.

**NOTRE CENTRE SERVICE CLIENT, DONT LES COORDONNÉES FIGURENT SUR TOUTE FACTURE**

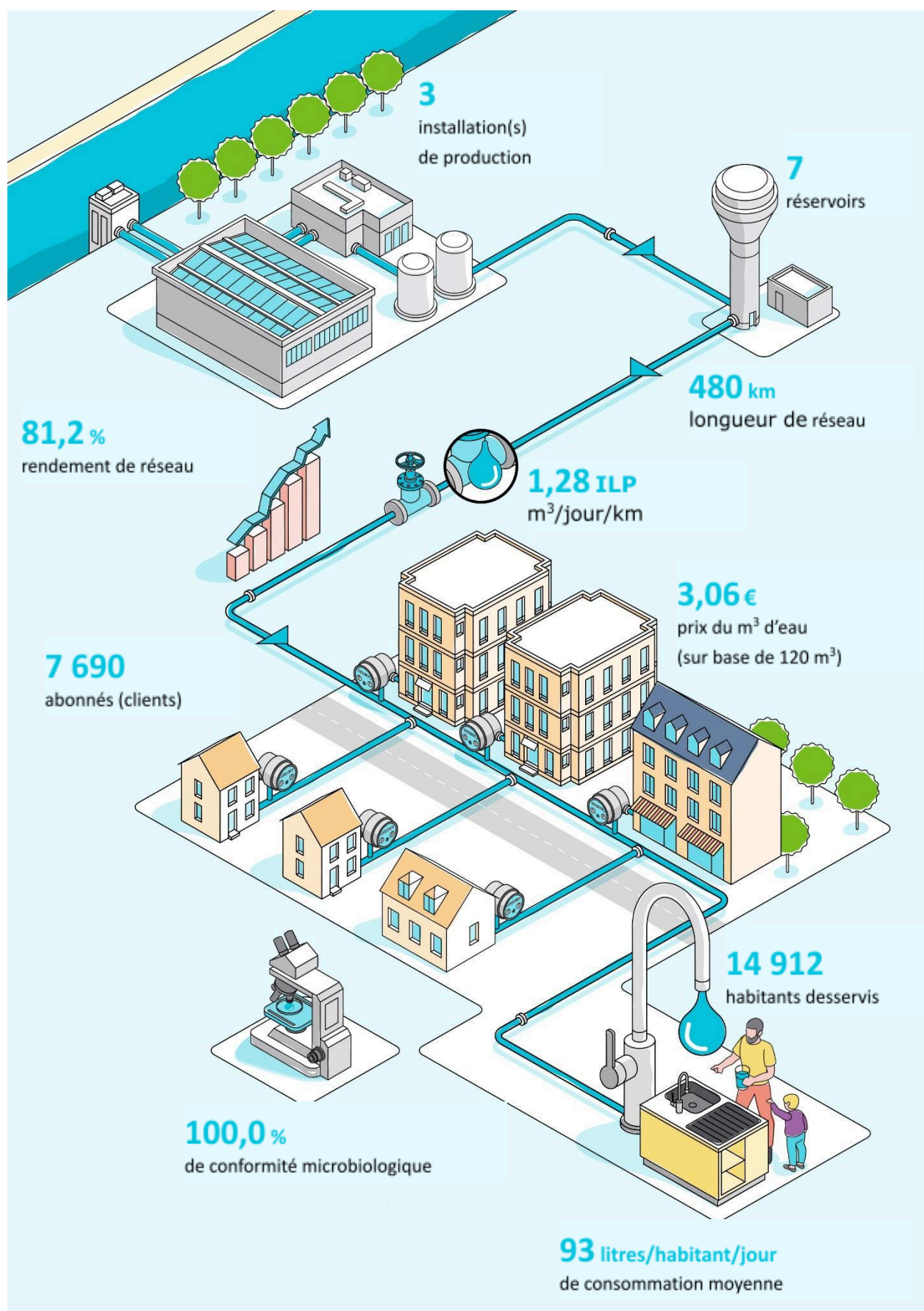
### **Vos urgences 7 JOURS SUR 7, 24H SUR 24**



*Pour toute fuite, incident concernant la qualité de l'eau ou fait anormal touchant le réseau, un branchement, une installation de stockage ou de production d'eau, nous intervenons jour et nuit.*

L'exploitation est optimisée de manière à perturber le moins possible les usagers de services.

### 1.3. LES CHIFFRES CLÉS DU SERVICE



## 1.4. PRINCIPAUX INDICATEURS RÉGLEMENTAIRES

	2022	2023	2024
D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (u)	15 147	15 014	14 912
D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (€\m³)	2,83	3,08	3,06
D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	1	1	1
P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (%)	100,00	100,00	100,00
P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques %	88,16	100,00	100,00
P103.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (ND)	85	85	85
P104.3 - Rendement du réseau de distribution (%)	88,8	90,3	81,2
P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j)	0,75	0,67	1,28
P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j)	0,68	0,59	1,20
P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	0,00	0,00	0,15
P108.3 - Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (%)	74	73	72
P109.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (€)	426,37	260,68	77,66
P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (u./1000 ab.)	1,70	1,70	1,82
P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés (%)	100,00	100,00	100,00
P153.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité (%)			
P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (%)	3,03	2,75	2,69
P155.1 - Taux de réclamations (u./1000 ab.)	0,26	0,92	0,78

	2022	2023	2024
<b>Qualité d'eau</b>			
VP.126 - Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques (%)	70	73	77
VP.127 - Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques non conformes (%)	0	0	0
VP.128 - Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques (€)	76	69	71
VP.129 - Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques non conformes	9	0	0
<b>Réseau</b>			
VP.077 - Linéaire de réseau hors branchements (m)	412 026	412 513	410 267
VP.059 - Volume produit (m³)	474 084	482 916	533 520
VP.060 - Volume importé (m³)	435 659	426 157	421 125
VP.061 - Volume exporté (m³)	172 849	144 958	164 726
VP.062 - Volume prélevé (m³)	479 979	489 236	537 025
VP.220 - Volume de service du réseau (m³)	9 518	9 213	8 604
VP.221 - Volume consommé sans comptage (m³)	1 800	2 500	4 032
<b>ICGPR - Plan des réseaux</b>			
VP.141 - Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année (quelque soit le financeur) (m)	0	0	2



VP.236 - Existence d'un plan des réseaux (ND)	10	10	10
VP.237 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux (ND)	5	5	5
<b>ICGPR - Inventaire des réseaux</b>			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux (ND)	1	1	1
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (%)	99,75	99,75	99,75
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (ND)	1	1	1
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (%)	98,22	98,22	98,22
<b>ICGPR Autres éléments de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux</b>			
VP.242 - Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes (ND)	10	10	10
VP.243 - Inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants (ND)	10	10	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (ND)	0	0	0
VP.245 - Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique (ND)	10	10	10
VP.246 - Inventaire secteurs de recherche de pertes eau (ND)	0	0	0
VP.247 - Localisation des autres interventions (ND)	10	10	10
VP.248 - Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations (ND)	0	0	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux (ND)	0	0	0

	2022	2023	2024
<b>Abonnés</b>			
VP.056 - Nombre d'abonnés (u)	7 631	7 638	7 690
VP.020 - Nombre d'interruptions de service non programmées (u./1000 ab.)	1,70	1,70	1,82
<b>Financier</b>			
DC.195 - Montant financier (HT) des travaux engagés (€)			
VP.119 - Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (€)	426,37	260,68	77,66
VP.182 - Encours total de la dette			
VP.183 - Epargne brute annuelle			
VP.268 - Montant restant impayés au 31/12/N sur les factures émises au titre de l'année N-1 (€)	60 793	64 695	54 708
VP.185 - Chiffre d'affaire TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1 au 31/12/N (€)	2 004 344	2 349 118	2 035 327



## 2. L'ESSENTIEL DE VOTRE SERVICE





## 2.1. FAITS MARQUANTS DU CONTRAT EN 2024

- Présence de CVM au lieu-dit "Le Boulet" sur la commune d'Echalou, sans distribution de bouteilles d'eau pour le moment.
- Beaucoup de fuites sur le réseau de La Ferté-Macé.
- Suite à la tempête Caetano et à l'épisode de neige fin novembre 2024 :
  - Mobilisation renforcée de moyens humains : équipes d'astreinte + renforts → 7 personnes sont intervenues durant le week end sur le secteur Flers Agglo
  - Coupures surpresseur les Bruyères (La Ferté Macé) → impact ponctuel sur une quinzaine d'abonnés
  - Coupure d'électricité à la station du carrefour Joyeux à Bellou en Houlme du vendredi 22 au dimanche 24/11.
  - Multiples coupures d'électricité du vendredi 22 au lundi 25 novembre sur l'usine du Grais et la reprise du Mont d'Hère ont interrompu la production à plusieurs reprises et par conséquent la distribution d'eau sur tout ce secteur.
  - Les communes de Banvou, Bellou en Houlme, la Coulonche, la Ferrière au Etangs, la Sauvagère, Saint André de Messei, Saires la Verrerie, ont été impactées et ont subi des ruptures d'alimentation en eau potable à différents degrés.

Nos agents sont intervenus rapidement pour mettre en service des solutions de secours :

- Tronçonnage des accès qui mènent à la station du Grais le vendredi 22 novembre;
- Mise en route du groupe électrogène du Contrat à la station du Grais du vendredi 22 novembre jusqu'au lundi 25 novembre;
- Alimentation du groupe électrogène en gasoil durant le week end;
- Mise en place d'un groupe électrogène venu d'Argentan (propriété Veolia) à la reprise du Mont d'Hère le samedi 23 novembre et à nouveau le dimanche 24 novembre, le groupe ayant été déplacé sur un autre site;
- Mise en service de l'interconnexion à la Varenne pour alimenter Saint André de Messei le samedi 23 novembre;
- Isolation de la vente d'eau aux communes de Domfront Tinchebray Interco pour maintenir la distribution des abonnés du secteur et améliorer le remplissage du réservoir Charlemagne;
- Ouverture de l'achat d'eau au Houlme, l'Angevinière, pour alimenter le secteur de Bellou en Houlme du dimanche 24 novembre au lundi 25 novembre;



- Réalisation de nombreuses purges (présence d'eau blanche) notamment sur le secteur de la Ferrière aux Etangs du dimanche 24 au lundi 25 novembre

Durant cette période, nous avons également pris soin des abonnés en procédant à la distribution de bouteilles d'eau en lien avec les maires qui en ont fait la demande :

- Saint André de Messei : 10 packs d'eau en bouteilles le samedi 23 novembre
- La Coulonche : 30 packs d'eau en bouteilles le samedi 23 novembre
- La Ferrière aux Etangs : 144 packs d'eau pour l'Ehpad, l'école, le collège et l'IEM le samedi, le dimanche et le lundi 25 novembre.
- Tout au long du week-end, contact permanent avec vos services
- Chaque Maire impacté a été contacté individuellement pour le tenir informé de l'évolution de la situation et définir ses besoins afin de fournir de l'eau en bouteille aux abonnés ayant des besoins.

Suite à cet épisode, nous avons procédé au nettoyage du réseau.

- Démarrage d'une étude CVM faite par un organisme extérieur fin 2024.

## 2.2. ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES DE 2024 ET À VENIR

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts susceptibles d'être significatifs pour votre service.

L'année 2024 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, à court et moyen termes, pour les services d'eau. Vos interlocuteurs se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service, notamment, les résultats d'analyses de qualité d'eau réalisées en 2024 sur votre service.

### LA RÉFORME DES REDEVANCES DES AGENCES DE L'EAU

Cette réforme structurante a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Elle est effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Plusieurs textes d'application ont été publiés en 2024 pour préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit « Grenelle », encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement portant sur la performance des services.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration) et l'efficacité du système d'assainissement.

Les services, en tant qu'autorité organisatrice peuvent dès l'année 2025, et après délibération en 2024, reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur. Pour l'année 2025, cette contre-valeur correspond au taux fixé par l'agence de l'eau multiplié par le coefficient de modulation par défaut de l'année 2025 (0,2 pour l'eau, 0,3 pour l'assainissement).

Les modulations sur performance indiquées plus haut deviendront pleinement effectives en 2026, sur la base des performances constatées au terme de l'année 2024.

Le décret 2024-787 du 9 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau précise les dispositions essentielles de la réforme. Ce décret est complété par quatre arrêtés, à savoir :

- l'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- l'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;
- l'arrêté du 5 juillet (JO du 7 juillet 2024) relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 2 octobre 2024 (JO du 30 octobre 2024) modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées).

Enfin, cette réforme structurante des redevances s'accompagne d'une refonte des indicateurs de performance du Système d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA) qui était supposée aboutir durant l'année 2024.

#### **LE REPÉRAGE DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX**

L'arrêté du 4 juin 2024 (JO du 30 juin 2024) est venu préciser les modalités de réalisation du repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.

Cet arrêté qui couvre les enrobés routiers et les réseaux entrera pleinement en application le 1<sup>er</sup> juillet 2026 afin de permettre au préalable la mise en œuvre des formations des opérateurs en charge de réaliser ces opérations de repérage, selon la norme NF X 46-102 de novembre 2020.

Les dispositions de cet arrêté précisent que le donneur d'ordre des travaux est tenu d'adresser au propriétaire de l'ouvrage une copie du rapport de repérage afin que ce dernier puisse mettre à jour le dossier de traçabilité.

L'arrêté précise également les conditions d'exemption de ce repérage : situation d'urgence ou lorsque les informations provenant des documents de traçabilité sont antérieurement connues.

#### **RÉSILIENCE DES SERVICES ET CYBERSÉCURITÉ**

Un projet de loi a débuté son parcours législatif au parlement à l'automne 2024. Ce projet inclut la transposition de deux directives européennes, à savoir, la directive européenne 2022/2557 du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques et la directive 2022/2555 du 14 décembre 2022 (dite NIS2 pour Network and Information Security). Ces deux directives modifient le champ des secteurs d'activité ou la taille des sites considérés comme entités critiques ou essentielles en y incluant notamment les services d'eau et d'assainissement.

Enfin, un rapport de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), publié fin novembre 2024, a pointé les risques particuliers qui pèsent sur les acteurs de l'eau et de l'assainissement en France, en recensant au moins 31 « compromissions » dans ce secteur depuis 2021.

Cette loi en cours d'adoption est donc susceptible d'impacts significatifs (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.



## QUALITÉ DE L'EAU

**La directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) est désormais pleinement entrée en vigueur.**

La directive 2020/2184 du 16 décembre 2020 actualise celle de 1998. Elle « revalorise l'eau du robinet ». Cette directive a été transposée en droit français à la toute fin de l'année 2022 à travers une ordonnance, deux décrets et une quinzaine d'arrêtés.

Ces textes législatifs et réglementaires ont été complétés par une note d'information de la Direction Générale de la Santé (DGS) aux ARS (note d'information n° DGS/EA4/2023/61 du 14 avril 2023, publiée le 28 avril 2023).

Cette note d'information réaffirme les points fondamentaux du cadre réglementaire promulgué fin décembre 2022 et pour partie effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, notamment :

- elle renforce, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les normes de qualité exigées pour l'eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur sept nouveaux paramètres qui couvrent différentes familles de substances (sous-produits de désinfection, perturbateurs endocriniens, l'uranium) et notamment la somme de 20 substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées « PFAS ») à laquelle est associée une limite de qualité de 0,1 microgramme/L ;
- elle confirme que la vérification permanente de la qualité de l'eau relève de la responsabilité du service public d'eau, au travers la mise en œuvre d'un plan de surveillance conforme aux exigences de qualité en vigueur et aux vulnérabilités identifiées. Le contrôle sanitaire officiel opéré par les ARS présente un caractère strictement ponctuel et en aucun cas permanent. Ainsi, sur les sept nouveaux paramètres mentionnés plus haut, le contrôle sanitaire réalisé par les ARS sera opérationnel au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;
- elle instaure une approche de gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) élaborés sous la responsabilité de la personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (PRPDE). Cette approche passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d'eau et la compréhension de leur vulnérabilité, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité du plan de surveillance mentionné plus haut.

Ce nouvel enjeu de gestion préventive des risques et les dispositions qui s'y rattachent ont été rappelés dans un courrier du Directeur Général de la Santé, daté du 30 janvier 2024 adressé à l'Association des Maires de France, à Intercommunalités de France, à la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) et à la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E).

Ce courrier réaffirme les échéances de juillet 2027 puis de janvier 2029 pour que les services d'eau élaborent, mettent en œuvre, évaluent et mettent à jour leur PGSSE, d'abord sur la ressource en eau puis sur la production et la distribution (seconde échéance citée).

Ce rappel survient alors **que les sujets des substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées « PFAS ») et des métabolites de pesticide ont jalonné l'année 2024** : sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel et, voire même, médiatique.

**Ces deux sujets sont susceptibles d'évolutions majeures au cours de l'année 2025.**

## **PFAS (ET AUTRES PARAMÈTRES NOUVELLEMENT RÉGLEMENTÉS)**

Sur le plan réglementaire, l'instruction DGS/EA4/2024/30 du 12 mars 2024 (BO Santé du 29 mars 2024), est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine. Cette instruction de la DGS à destination des ARS et des Préfets précise les recommandations de gestion des situations locales de non conformité pour les PFAS dans les EDCH en réaffirmant l'obligation d'une information transparente des populations concernées (conformément à l'article R1321-30 du Code de la Santé Publique). Elle rappelle les incertitudes scientifiques concernant cette famille de substances et dresse l'état d'avancement des expertises sanitaires en cours, dont la campagne exploratoire de l'Anses sur les PFAS dans les eaux brutes et les eaux distribuées. Pour les PFAS, cette campagne exploratoire porte sur 34 composés, incluant les 20 composés dont la somme est soumise à une limite de qualité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et des PFAS à chaîne dite « courte », aujourd'hui non réglementés en France, dont l'acide trifluoroacétique (communément nommé TFA).

Sur le plan européen, une communication de la Commission (C/2024/4910) publiée au JOUE du 7 août 2024 est venue préciser les lignes directrices techniques relatives aux méthodes d'analyse pour la surveillance des substances alkylées per- et poly-fluorées (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine.

## **MÉTABOLITES DE PESTICIDES : DES CRITÈRES DE GESTION TOUJOURS EN ÉVOLUTION**

L'année 2024 a été marquée par la publication de trois avis de l'Anses :

- dans deux avis publiés début mai 2024, l'Anses a confirmé le caractère pertinent du métabolite R417888 du chlorothalonil et a classé comme non-pertinent le métabolite R411811 du même chlorothalonil. Le métabolite R471811 se trouve dès lors affecté d'une norme sanitaire, considérée comme une valeur indicative, de 0,9 µg/L (et non plus une limite de qualité de 0,1 µg/L comme c'est encore le cas pour le métabolite R417888). A noter que la précédente campagne exploratoire menée par l'Anses, sous l'égide de la DGS, sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH et publiée en avril 2023 avait montré la détection très fréquente du métabolite Chlorothalonil R471811 dans les eaux brutes et distribuées ;
- dans un avis publié début août 2024, l'Anses fixe les valeurs sanitaires maximales de la desphényl-chloridazone et de la méthyl-desphényl-chloridazone, deux métabolites de la chloridazone confirmés comme pertinents dans deux avis de 2023 de l'Anses. Ces valeurs sanitaires maximales sont respectivement de 11 µg/L et 110 µg/L. S'agissant de deux métabolites pertinents, ils sont tous deux soumis à une limite de qualité de 0,1 µg/L qui fixe la conformité de l'eau à atteindre, le cas échéant, après une période dérogatoire de trois ans, renouvelable une fois.

Fin novembre 2024, la publication d'un rapport mené par trois inspections ministérielles (IGEDD, CGAAER et IGAS) sur la gestion des aires d'alimentation des captages a dressé un constat sévère sur la fréquence de détection des pesticides et de leurs métabolites dans les ressources en eau en proposant différentes dispositions pour la reconquête de leur qualité dont l'harmonisation européenne du classement de la pertinence / non-pertinence des métabolites de pesticide. Cette disposition a été initiée en 2024 par la Commission avec l'appui scientifique de l'OMS dont les travaux sont attendus en 2025.

Enfin, dans le cadre de la transposition de la directive européenne sur la qualité des EDCH, il est prévu qu'un arrêté interministériel vienne préciser la définition des captages sensibles aux pollutions diffuses d'origine agricole ou industrielle. Pour les captages qui seront considérés comme sensibles, les services en charge de la production de l'eau devront assumer de facto la compétence de préservation de la ressource en eau et bénéficieront pour cela du soutien des autorités publiques (préfets) afin de mettre en œuvre des plans d'actions adaptés. La publication de ce texte réglementaire très attendu par de nombreux services d'eau est susceptible de survenir durant l'année 2025.

## INCONTOURNABLES POUR 2025

### 2.2.1. PROPOSITIONS ET AMÉLIORATIONS ATTENDUES

- Prévoir le remplacement de la canalisation d'eau brute à Sources Philippe à l'Usine Carrefour Joyeux,
- Améliorer la conductivité sur les sites de Le grais, le bassin bas et Bellou-en-houlme,
- Revoir les clôtures à Sources Philippe à l'usine Carrefour Joyeux, actuellement, il n'y a que du barbelé.
- Suite à l'incident climatique de fin d'année 2024, il semble intéressant de revoir l'alimentation en Eau Potable de la Ferrière aux Etangs.
- Sécuriser le réservoir du Mont d'Hère (proposer l'installation d'un inverseur de source pour la mise en place d'un groupe électrogène en cas de besoin).
- Prévoir le renouvellement des canalisations suivantes :
  - Rue Alfred Reigler ; Rue de la Motte Ango - MESSEI - 100 AC (environ 700 ml)
  - La Ferrière aux étangs - le Brûlé Est 125 mm Fonte grise (environ 400 ml)

### 2.2.2. FOCUS SUR LA SÉCURITÉ OPÉRATIONNELLE

La sécurité de nos personnels, des riverains et d'éventuels visiteurs des installations est une absolue nécessité pour votre service d'eau.

Le groupe Veolia dispose d'une culture Sécurité forte, animée et organisée autour de Standards Sécurité, qui nous permettent de hiérarchiser les axes de travail.

Notre politique de prévention nous amène donc à régulièrement réévaluer le niveau de sécurité des installations que vous nous avez confiées, vérifier leur adéquation à la réglementation, et prendre en compte les retours d'expérience que nous avons sur d'autres installations. Cette politique permet de répondre à toute intervention possible de l'Inspection du Travail qui mettrait en évidence le caractère accidentogène de vos installations, et en chercherait alors la responsabilité.

La sécurisation des installations signalées non conformes suite à des audits, contrôles réglementaires ou par nos équipes d'interventions ou managers peut nécessiter des remises à niveau qui relèvent de votre responsabilité de Maître d'Ouvrage.



Par ailleurs, des évolutions réglementaires récentes renforcent les exigences de sécurité concernant les travaux sur les matériaux contenant de l'amiante (enrobés, canalisations), avec un impact sur les coûts de nos interventions. Nous nous rapprocherons de vos services pour vous présenter une mise à jour de nos bordereaux pour la prise en compte de ces impacts.



### 3. BILAN ET PERSPECTIVES DU SERVICE





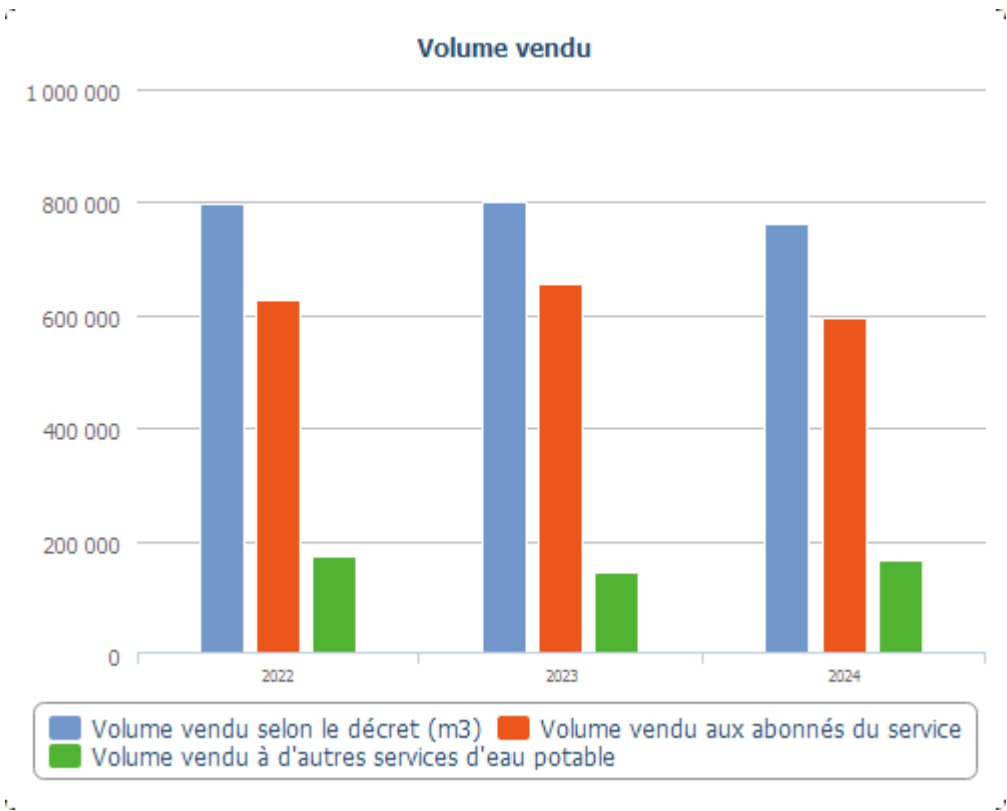
Ce chapitre vous présente une synthèse du bilan de l'activité de l'année 2024 et des perspectives de votre contrat.

L'ensemble des données chiffrées et factuelles pour évaluer la qualité et la performance du service rendu sont disponibles en partie 5 – Données détaillées.

3.1. BILAN HYDRAULIQUE

3.1.1. EVOLUTION DES VOLUMES VENDUS

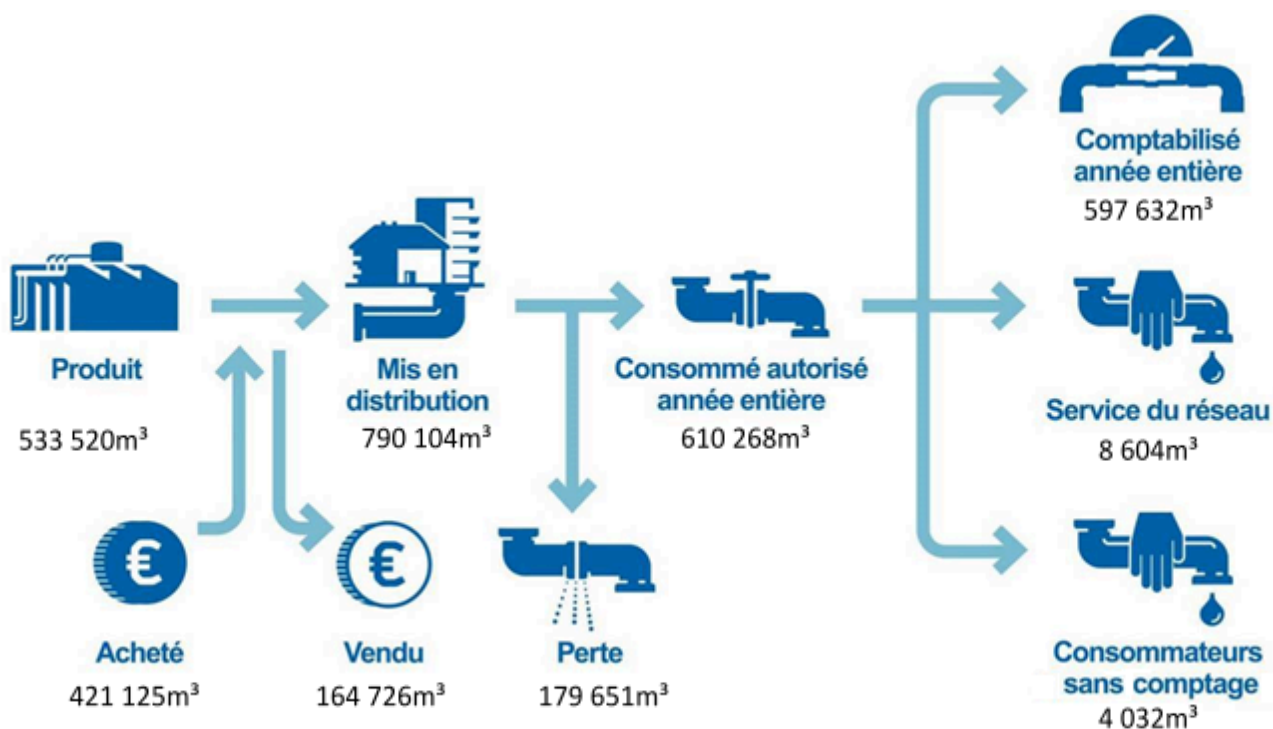
	2022	2023	2024	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	796 873	800 448	759 166	-5,2%
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	624 024	655 490	594 440	-9,3%
domestiques ou assimilés	622 657	654 351	592 595	-9,4%
non domestiques	1 367	1 139	1 845	62,0%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	172 849	144 958	164 726	13,6%



### 3.1.2. PERFORMANCE DU RÉSEAU

#### RENDEMENT RÉSEAU

##### □ Synthèse des flux de volumes

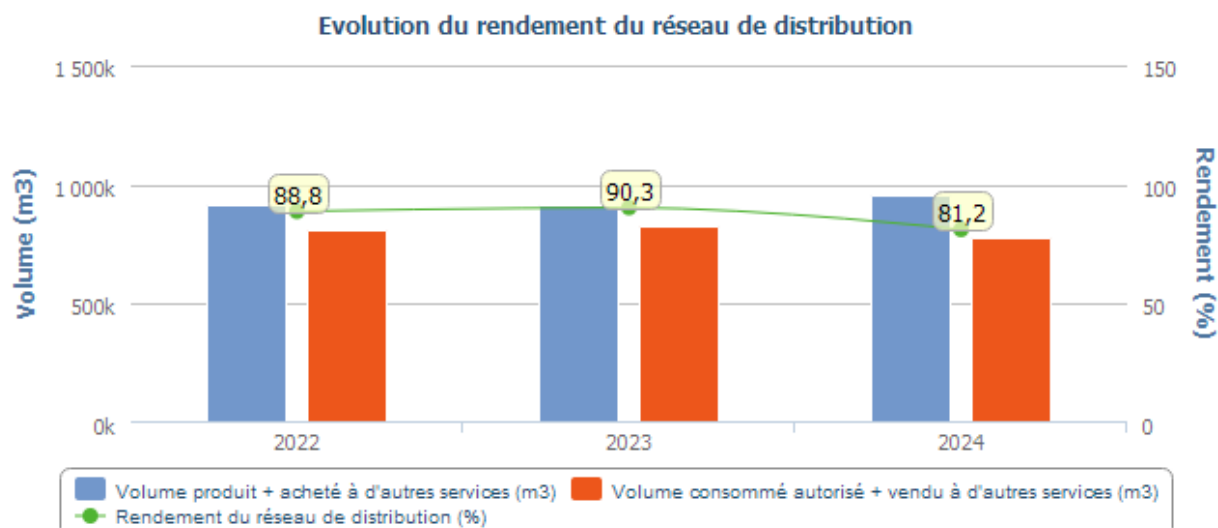


	2022	2023	2024	N/N-1
<b>Rendement du réseau de distribution (%)</b> <b>(A+B)/(C+D)</b>	<b>88,8 %</b>	<b>90,3 %</b>	<b>81,2 %</b>	<b>-10,1%</b>
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	635 342	675 610	610 268	-9,7%
Volume vendu à d'autres services (m3) . . . . . B	172 849	144 958	164 726	13,6%
Volume produit (m3) . . . . . C	474 084	482 916	533 520	10,5%
Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . D	435 659	426 157	421 125	-1,2%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)

Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



#### **INDICATEURS DE PERFORMANCE**

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
2024	81,2	66,03	1,20	1,28	5,16

Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2024 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2024.

*Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)*

*Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012*

*ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)*

*ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)*

*ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)*



### **3.1.3. SUJETS À ENGAGER PENDANT LE CONTRAT**

La préservation de la ressource en eau passe par la bonne performance de vos réseaux, qui est désormais un critère incitatif dans le calcul des nouvelles redevances performance des réseaux d'eau potable introduites en 2025 et auxquelles les collectivités sont assujetties.

Veolia vous propose des solutions adaptées pour mieux répondre à ces défis, que ce soit notamment dans le domaine du comptage des eaux actuellement non comptées, ou dans l'équipement des réseaux de solutions de surveillance (capteurs de fuite ou de phénomènes transitoires) ou de réduction de la pression.

### 3.2. BILAN QUALITÉ DE L'EAU



La transposition, fin 2022, de la nouvelle directive européenne sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine a renforcé la responsabilité des collectivités, notamment dans la gestion préventive des risques. Ceci se traduit par l'obligation de réaliser un PGSSE et de mettre en œuvre une surveillance de la qualité de l'eau depuis la ressource jusqu'au robinet du consommateur. Par ailleurs, quelques seuils réglementaires ont été modifiés et de nouveaux paramètres ont été ajoutés (dont les paramètres de vigilance et les PFAS) qui intégreront le programme d'analyses réalisé dans le cadre du contrôle sanitaire en 2026.

C'est dans cet esprit que nous vous avons incité, dès 2023, à mesurer de nouveaux paramètres sujets à caution, pour lesquels des laboratoires proposent des analyses COFRAC, tels que des métabolites de pesticides (chlorothalonil R471811 et R417888) et les nouveaux paramètres réglementés (somme de 20 PFAS, chlorates, somme de 5 acides haloacétiques, 17-bêta-estradiol, bisphénol A, uranium). Ceci, en complément des analyses déjà réalisées dans le cadre du contrôle réglementaire exercé par l'Agence Régionale de Santé et de la surveillance réalisée par l'exploitant.

Focus CVM : A ces campagnes d'analyses peuvent s'ajouter la recherche ponctuelle de chlorure de vinyle monomère (CVM), un composé cancérigène, contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980. Cette recherche, dont la responsabilité a été transférée à la collectivité dans l'instruction de la Direction Générale de la santé DGS/EA4/2020/67, intervient sur les canalisations ayant été identifiées comme "à risque" lors de l'étape de repérage selon les critères de cette instruction.

Vous trouverez ci-dessous, un bilan synthétique de la qualité de l'eau de votre commune évaluée au regard des seuils réglementaires de qualité :

- **limites de qualité** : paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme sur la santé du consommateur ;
- **références de qualité** : valeurs cibles établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais, néanmoins, implique aussi la mise en œuvre d'actions correctives ;
- **valeur de vigilance** : substances qui pourraient poser un risque pour la santé selon une liste établie sur le plan européen ;
- **valeur indicative** : seuils d'action établis pour permettre la gestion de substances présentes dans l'eau, ils ne concernent, à ce jour, que des métabolites de pesticides ayant été déclarés non pertinents.

Des résultats plus détaillés sont proposés en partie 5 "Données détaillées – Qualité de l'eau".

### Tableau synthétique de la conformité des prélèvements

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégué		Contrôle sanitaire et surveillance du délégué	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	77	77	48	47	125	124
Physico-chimie	71	71	31	30	102	101

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### Tableau de conformité des paramètres analytiques

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégué	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
<b>Paramètres soumis à Limite de Qualité</b>				
Microbiologique	153	153	96	95
Physico-chimique	1162	1162	37	36
<b>Paramètres soumis à Référence de Qualité</b>				
Microbiologique	259	258	158	157
Physico-chimique	604	592	157	154
<b>Paramètres soumis à une valeur de vigilance</b>				
Physico-chimique			5	5
<b>Paramètres soumis à une valeur indicative</b>				
Physico-chimique	37	37		
<b>Autres paramètres analysés</b>				
Microbiologique				
Physico-chimique			5	

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

Le métabolite du chlorothalonil, R471811, a changé de statut en début d'année 2024, il a été déclaré non pertinent par l'autorité sanitaire. A ce titre, il n'est donc plus considéré comme une limite de qualité mais comme une valeur indicative. Dans les tableaux précédents, sa conformité a été évaluée par rapport au seuil de 0,9 µg/L (valeur indicative) pour l'ensemble de l'année.



La transposition, fin 2022, de la nouvelle directive européenne sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine a renforcé la responsabilité des collectivités, notamment dans la gestion préventive des risques. Ceci se traduit par l'obligation de réaliser un PGSSE et de mettre en œuvre une surveillance de la qualité de l'eau depuis la ressource jusqu'au robinet du consommateur. Par ailleurs, quelques seuils réglementaires ont été modifiés et de nouveaux paramètres ont été ajoutés (dont les paramètres de vigilance et les PFAS) qui intégreront le programme d'analyses réalisé dans le cadre du contrôle sanitaire en 2026.

C'est dans cet esprit que nous vous avons incité, dès 2023, à mesurer de nouveaux paramètres sujets à caution, pour lesquels des laboratoires proposent des analyses COFRAC, tels que des métabolites de pesticides (chlorothalonil R471811 et R417888) et les nouveaux paramètres réglementés (somme de 20 PFAS, chlorates, somme de 5 acides haloacétiques, 17-bêta-estradiol, bisphénol A, uranium). Ceci, en complément des analyses déjà réalisées dans le cadre du contrôle réglementaire exercé par l'Agence Régionale de Santé et de la surveillance réalisée par l'exploitant.

A ces campagnes d'analyses peuvent s'ajouter la recherche ponctuelle de chlorure de vinyle monomère (CVM), un composé cancérigène, contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980. Cette recherche, dont la responsabilité a été transférée aux collectivités dans l'instruction de la Direction Générale de la santé DGS/EA4/2020/67, intervient sur les canalisations ayant été identifiées comme "à risque" lors de l'étape de repérage selon les critères de cette instruction.

Vous trouverez ci-dessous, un bilan synthétique de la qualité de l'eau de votre commune évaluée au regard des seuils réglementaires de qualité :

- **limites de qualité** : paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme sur la santé du consommateur ;
- **références de qualité** : valeurs cibles établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais, néanmoins, implique aussi la mise en œuvre d'actions correctives ;
- **valeur de vigilance** : substances qui pourraient poser un risque pour la santé selon une liste établie sur le plan européen ;
- **valeur indicative** : seuils d'action établis pour permettre la gestion de substances présentes dans l'eau, ils ne concernent, à ce jour, que des métabolites de pesticides ayant été déclarés non pertinents.

Des résultats plus détaillés sont proposés en partie 5.3 de ce document.



## **VERS UN RENFORCEMENT DE LA QUALITÉ DE L'EAU**

En tant que personne responsable de la production et distribution de l'eau (PRPDE), il vous revient de procéder au plus vite à la remise en conformité de la qualité de l'eau potable auprès de la population.

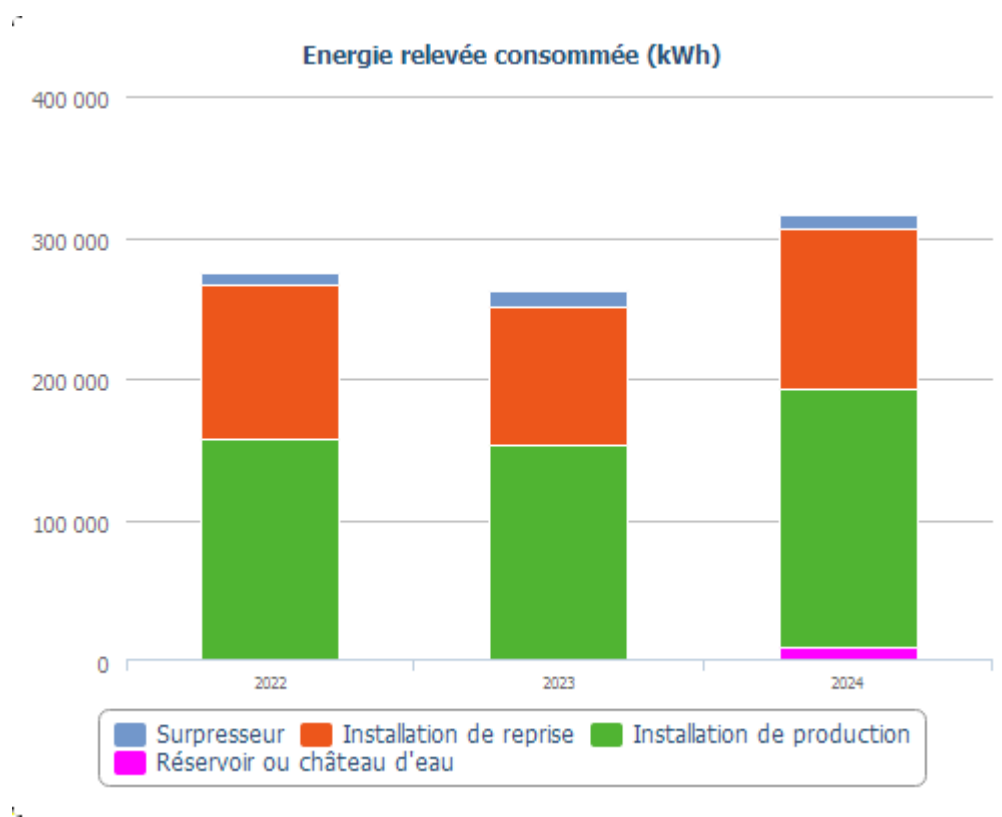
Les solutions de réduction de la pollution à la source sont, de toute évidence, les plus pertinentes à long terme, nous les mettons déjà en œuvre sur plusieurs territoires en France. Nous sommes à votre disposition pour vous en parler pour un déploiement sur votre territoire, cependant, ces solutions de réduction à la source sont inefficaces sur le court-moyen terme.

Afin de vous accompagner pour instaurer le retour à la conformité dans les plus brefs délais, nous vous proposons d'étudier au plus vite la capacité de traitement de ces paramètres non conformes au travers d'une étude Diabolo®. Cette étude vous permettra de trouver le meilleur compromis technico-économique pour éliminer ces composés de votre ressource en prenant en compte ses caractéristiques propres. Un résultat personnalisé peut ainsi être proposé dans les 2 mois.

### 3.3. BILAN ÉNERGIE

#### 3.3.1. CONSOMMATION D'ÉNERGIE À L'ÉCHELLE DU SERVICE

	2022	2023	2024	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	274 602	261 439	315 697	20,8%
Surpresseur	9 187	11 084	10 700	-3,5%
Installation de reprise	108 845	98 468	113 543	15,3%
Installation de production	155 810	150 832	181 945	20,6%
Réservoir ou château d'eau	760	1 055	9 509	801,3%



#### 3.3.2. SUJETS À ENGAGER PENDANT LE CONTRAT

L'amélioration du bilan énergétique du service passe soit par la réduction des consommations, soit par la production locale d'énergie.

##### RÉDUIRE SES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES

Veolia Eau France est certifiée ISO 50 001 pour son système de management de l'énergie. Dans ce cadre, un plan d'actions national 2024-2027 fixe des objectifs de gains énergétiques en fonction de différents leviers actionnables.

Ainsi, après étude de chacun de ces leviers, des actions sont menées si elles s'avèrent utiles et favorables à l'environnement. Cela peut concerner le renouvellement de pompes ou des optimisations de pilotage des installations.

Les actions menées pour l'amélioration du rendement de réseau permettant également de réduire les consommations énergétiques.

Au-delà des actions classiques d'optimisation énergétique, le marché de l'électricité est de plus en plus dynamique et volatile.

#### **PRODUIRE DES ÉNERGIES LOCALES POUR MAÎTRISER SES COÛTS D'ÉNERGIE ET RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE**

Comme pour la réduction des consommations énergétiques, Veolia Eau France est votre partenaire pour saisir les opportunités de production d'énergies renouvelables et locales.

La mise en place d'une centrale solaire, c'est une énergie :

- compétitive sans subvention partout en France ;
- locale, bas carbone et décentralisée ;
- qui réduit le risque d'exposition au marché de gros et rend le service plus résilient et indépendant des énergies fossiles.



C'est un projet concret et exemplaire qui s'inscrit dans les ambitions de transition énergétique portées dans le PCAET.

Une centrale solaire couplée à un fonctionnement sur les heures solaires (8h - 18h) permet de produire jusqu'à 25% de la consommation des sites. Veolia vous accompagne sur l'ensemble de cette chaîne de valeur.

## 3.4. GESTION DE VOTRE PATRIMOINE

### 3.4.1. SUJETS À ENGAGER PENDANT LE CONTRAT

#### **RÉFORME DES REDEVANCES**

Le montant de la redevance de performance des réseaux d'eau potable à laquelle vous serez assujettis à partir de 2025 prend également en compte un indicateur de gestion patrimoniale.

Les paramètres pris en compte dans le calcul de cet indicateur concernent tant :

- la connaissance du patrimoine et sa mise à jour (existence de plan de réseau mis à jour régulièrement, connaissance des matériaux, diamètres et dates de pose notamment, présence d'information sur les fuites dans le SIG) ;
- que la mise en place et la réalisation de plans d'actions de recherche de fuites et de renouvellement de canalisations.

Nous sommes à votre disposition pour étudier les solutions les mieux adaptées afin d'optimiser l'impact de cet indicateur sur la redevance de performance des réseaux d'eau potable.

#### **ABANDON DES TECHNOLOGIES RTC, 2G ET 3G**

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations sur le fonctionnement des ouvrages et alerter en cas de dysfonctionnement. Ces données transitent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC ou des réseaux sans fil.

A la résiliation automatique des services RTC, 2G et 3G les informations des ouvrages d'eau potable concernés par ces réseaux ne pourront plus parvenir aux délégataires et collectivités. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau par exemple.

L'abandon des technologies cuivre (RTC), 2G et 3G nécessite un remplacement par les équipes Veolia des équipements concernés afin de les basculer sur les nouveaux supports de communication (4G/5G).

**A date, l'extinction des services 2G interviendra dès la fin 2025, tandis que la 3G prendra fin en 2028.**

La fin des lignes RTC est programmée par zones géographiques, avec des échéances échelonnées jusqu'à 2030.



### 3.5. A L'ÉCOUTE DES CONSOMMATEURS

#### 3.5.1. L'ANCRAGE LOCAL DE NOS CENTRES DE RELATION CLIENT

L'engagement de Veolia en faveur d'un service consommateurs de proximité et de grande qualité, s'appuyant sur la densité de son ancrage territorial, a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d'eau et d'assainissement à obtenir l'attestation "Relation Client 100% France".

Veolia dispose de **11 centres de Relation Client implantés en France et répartis sur le territoire** : Liévin, Vaulx en Velin, Toulouse, Le Mans, Caen, Metz, Maxéville, Blagnac, Lyon, Montpellier, Saint Maurice.



#### 3.5.2. VOLUMÉTRIE ET NATURE DES CONTACTS AVEC NOS ABONNÉS

##### CANAUX DE COMMUNICATION UTILISÉS PAR LES CONSOMMATEURS

Canal du contact	Nombre de demandes*
Téléphone	4 310
Internet	1 365
Courrier	258
Visite en Agence	272

\*Nombre de demandes rattachées à un abonnement

##### OBJET DES DEMANDES DES CONSOMMATEURS

Motif de la demande	Nombre de demandes traitées*
Abonnement et Résiliation	1 530
Facture et Paiement	3 340
Qualité de l'eau	40
Intervention	981
Branchement	45
Service et divers	269

\*Nombre de demandes rattachées à un abonnement

### CONSOMMATEURS ABONNÉS DU SERVICE

	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	7 631	7 638	7 690	0,7%
domestiques ou assimilés	7 610	7 618	7 671	0,7%
non domestiques	14	13	12	-7,7%
autres services d'eau potable	7	7	7	0,0%

	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	337	795	1 314	65,3%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	633	589	601	2,0%
Taux de clients mensualisés	38,0 %	40,1 %	42,8 %	6,7%
Taux de clients prélevés hors mensualisation	25,6 %	25,4 %	25,0 %	-1,6%
Taux de mutation	8,6 %	8,0 %	8,1 %	1,3%

### 3.5.3. SATISFACTION DES CONSOMMATEURS

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations.

Le tableau ci-dessous présente les taux de satisfaction à l'échelle nationale.

	2022	2023	2024	N/N-1
Satisfaction globale	82	79	80	+1
La continuité de service	92	89	90	+1
La qualité de l'eau distribuée	83	76	76	0
Le niveau de prix facturé	56	57	59	+2
La qualité du service client offert aux abonnés	75	72	76	+4
Le traitement des nouveaux abonnements	81	77	81	+4
L'information délivrée aux abonnés	75	70	72	+2

### ENGAGEMENTS DE SERVICE

Nos 8 engagements témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de l'eau et de celle de tous les services qu'attendent les consommateurs. Qu'il s'agisse d'intervenir quand ils ont besoin de nous, de les aider à gérer leurs budgets eau, de les accompagner dans l'adaptation à la transition écologique ou de mettre à leur disposition tous les canaux d'échanges dont ils souhaitent disposer.

Ces engagements sont détaillés sur le site internet [eau.veolia.fr](http://eau.veolia.fr).

#### **3.5.4. MISE À JOUR DU RÈGLEMENT DE SERVICE**

La mise à jour du règlement de service et de son bordereau est nécessaire afin d'adopter des clauses définissant mieux les conditions et limites d'utilisation des données personnelles.

Nous vous proposons un point ultérieur pour échanger sur ce sujet.

## 3.6. RÉSILIENCE DU TERRITOIRE

### 3.6.1. SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE

#### LA CYBERSÉCURITÉ DE VOS INSTALLATIONS

La cybersécurité est, depuis plusieurs années déjà, un enjeu pour les entreprises et organisations. En effet, la transformation numérique, la multiplication des objets connectés, et l'interconnexion des réseaux avec de nombreux partenaires augmentent l'exposition des systèmes aux risques cyber.

Par ailleurs, l'évolution réglementaire avec la transposition de la Directive Européenne NIS2 en droit français va renforcer les obligations de sécurisation sur les installations d'eau et d'assainissement.

Nous vous proposons de commencer le projet de sécurisation de vos installations par un **premier diagnostic**, étape indispensable qui permettra d'établir une liste d'actions à lancer, classées en plusieurs niveaux de priorité.

Ce diagnostic nous permettra de vous présenter :

- une évaluation du niveau de maturité de cybersécurité de vos installations ;
- la définition du plan d'action de sécurisation spécifique à votre périmètre, afin de **garantir la continuité de service en cas d'attaque** ;
- et une évaluation des coûts nécessaires à la mise en place des actions de sécurisation et à la mise en conformité réglementaire.

#### ÉVALUER ET GÉRER LES RISQUES : LE PGSSE

Le Plan de Gestion de Sécurité Sanitaire de l'Eau (PGSSE), rendu obligatoire par la réglementation d'ici 2027, impose d'évaluer les risques inhérents au service de distribution d'eau potable afin de mieux les anticiper pour mieux les gérer.

Outre les risques d'exploitation courants, il doit intégrer les risques externes (accident, intrusion, malveillance...), les risques futurs (baisse des ressources, évolution des volumes...) ainsi que tous les risques associés au changement climatique (sécheresse, précipitations, tempête, hausse du niveau des mers...).

Fort de notre expérience dans tous ces domaines et en tant que partenaire de la réflexion globale de l'État dans le cadre du Plan National d'Adaptation au Changement Climatique, nous pouvons vous accompagner dans la réalisation et le suivi de cette démarche.

**Celle-ci doit être engagée dès 2025** pour prendre le temps de mener à bien toutes les études et réflexions utiles nécessaires à son élaboration sereine.

La première étape consiste à l'élaboration d'une étude de danger exhaustive afin d'élaborer le programme de suivi analytique de la qualité de l'eau.

En tant que PRPDE (Personne Responsable de la Production et de la Distribution de l'Eau), la collectivité doit mener à bien cette étude au plus vite pour une présentation à l'ARS chaque début d'année. Nous nous engagerons à vos côtés pour la réalisation de cette étude et l'élaboration du programme de suivi.



Pour information, près de 20% des services d'eau potable de France ont d'ores et déjà engagé ces études (et à fin 2023, plus de 50% sur les métropoles, agglomérations et gros syndicats d'eau) ce qui leur permet de pleinement bénéficier des subventions disponibles, et d'être mieux accompagnés pour construire leur plan. Le rapprochement de la date d'échéance va mettre en tension le marché des bureaux d'étude et sans doute faire augmenter les tarifs de réalisation de ces études obligatoires.

### 3.6.2. ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

#### **SÉCURISER LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU GRÂCE AUX UNITÉS MOBILES DE TRAITEMENT**

L'évolution rapide de la situation sur de nombreux sujets de quantité ou de qualité de l'eau nécessite parfois **des interventions rapides** au détriment d'une réflexion approfondie.

Pour éviter cette situation de stress, Veolia dispose d'**Unités Mobiles de Traitement** pour répondre à ces différentes problématiques.

Ainsi ces équipements peuvent utilement permettre :

- de pérenniser l'alimentation en eau et la résilience du territoire ;
- une action rapide à mettre en place en cas de crise ;
- une optimisation des investissements en toute sérénité.

Nous mettons ces équipements à votre disposition si nécessaire afin de faciliter une éventuelle gestion de crise ou une prise de décision en toute sérénité.



#### **SOBRIÉTÉ DES USAGES**

Afin de faire face aux conséquences du dérèglement climatique, le Gouvernement a annoncé, dans le cadre du Plan Eau de mars 2023, une série de mesures visant un objectif global de réduction de 10% des prélèvements d'eau dans le milieu naturel pour les prochaines années afin de préserver les ressources. Cet objectif général est décliné dans les programmes d'adaptation de chaque Agence de Bassin et vise en particulier les prélèvements réalisés pour produire l'eau potable.

Parmi les différentes mesures annoncées figure notamment l'incitation à des économies d'eau et à la sobriété pour l'ensemble des catégories de consommateurs, qui viendra renforcer la **baisse structurelle des volumes d'eau consommés**. Il est donc nécessaire de définir la trajectoire que souhaite prendre votre collectivité pour l'accompagner et y faire face.

L'incitation et l'accompagnement à la baisse des volumes de consommation peuvent s'établir sur différents axes de travail, sans se limiter aux actions réalisées pour limiter les fuites sur le réseau de distribution :

- l'amélioration de la connaissance des consommations avec la remontée de données télé relevées et la mise à disposition des données de l'observatoire des usages établi par Veolia ;
- la création de **supports de sensibilisation** à destination de l'ensemble des parties prenantes s'appuyant sur les sciences comportementales ;
- la réalisation d'**audits de consommation en eau** pour les grands équipements et bâtiments industriels du territoire et la mise en place de **conventions de sobriété hydrique** ;
- l'accompagnement à l'**équipement en dispositifs hydro-économes** auprès des consommateurs domestiques et bâtiments publics ;

- le développement d'une **ingénierie tarifaire** qui permet de responsabiliser les plus grands consommateurs du territoire.

**Sur ce dernier point**, il faut aussi anticiper les impacts de la baisse des consommations sur l'équilibre économique du service de l'eau potable (et pour la partie assainissement). **La baisse des volumes engendre une baisse des recettes, ce qui nécessite des ajustements tarifaires, à la fois incitatifs à la baisse des consommations mais aussi préservant une solidarité tarifaire avec les ménages les moins aisés.**

Veolia est en capacité de vous fournir une analyse historique fine sur plusieurs années ainsi qu'une vision prospective à moyen et long terme. En effet, à travers les expertises en data science et en prospective, des modèles de prédiction, permettant de projeter l'évolution des consommations à horizon annuel mais également à l'horizon de la durée du contrat, ont été élaborés. Grâce à la prise en compte de paramètres tels que la météorologie, la croissance démographique, l'attractivité économique, une appréciation fine des consommations par segments d'utilisateurs est facilitée.

Ces données peuvent ensuite être mises en regard de celles issues d'une projection de l'état de la ressource en eau sur votre territoire.

Plusieurs territoires, de petites collectivités rurales à de grandes métropoles urbaines, ont fait de la sobriété l'un des axes forts de leur service d'eau !

Nous pouvons venir vous en présenter les retours d'expérience et étudier les propositions qui seraient adaptées à votre collectivité.

## **LA RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES (REUT) POUR DÉVELOPPER DES EAUX ALTERNATIVES**

La REUT BOX est une solution innovante de Veolia pour répondre au stress hydrique lié au dérèglement climatique. Il s'agit de pouvoir rapidement proposer une eau de substitution à l'eau potable sur des usages ciblés et d'alléger ainsi la pression sur les ressources naturelles.

La REUT BOX permet de traiter les eaux usées en sortie de station d'épuration (uniquement installée sur des STEP au rejet conforme).

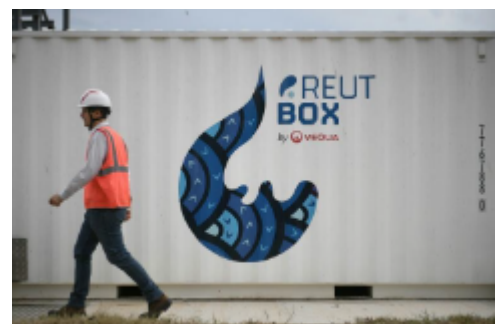
Voici ses principales caractéristiques :

- elle est composée d'une filtration sur média, d'une désinfection UV et d'une chloration avant stockage ;
- elle est intégralement automatisée avec un minimum de besoins d'exploitation ;
- elle a un faible encombrement au sol sur site, proposée soit en skid pour intégration dans des locaux existants, soit en container de 20 pieds.

C'est une solution modulaire, standardisée et évolutive qui permet de s'adapter aux besoins des usages internes comme externes.

Depuis 2022, plusieurs dizaines de collectivités, petites ou grandes, ont engagé la mise en place de REUT BOX pour des usages variés comme :

- substitution de l'eau potable sur une station d'épuration urbaine pour ses usages internes ou pour l'hydrocurage des réseaux d'assainissement ;
- nettoyage de voiries ;
- arrosage de stades, hippodromes, espaces verts et golfs ;



- irrigation de cultures (vignes, oliviers, maraichages, etc.) ;
- protection incendie, réserves en eau ;
- complément d'eau de chaudière, d'eau de process, d'eau de refroidissement pour les industriels implantés sur votre territoire.

La mise en place de ces dispositifs, désormais largement subventionnés par les agences de l'eau, passe par un processus d'autorisations administratives que le plan Eau du gouvernement tend à simplifier.

## **NOS PROPOSITIONS POUR LA BIODIVERSITÉ**

Face au déclin du vivant, qui est essentiel à la régulation du climat, à la santé et à l'accès à des ressources de qualité, le service d'eau a un vrai rôle à jouer dans la préservation de la biodiversité du territoire.

En raison des importantes surfaces d'espaces verts incluses dans le périmètre du contrat, et dans un souci d'exemplarité du service public, Veolia vous propose d'engager des actions ciblées à l'efficacité éprouvée :

- **réalisation d'un Audit Biodiversité par un tiers expert** pour mieux connaître votre patrimoine naturel, le relier à la trame verte et bleue plus globale du territoire, et in fine cibler les actions à mener pour avoir un effet levier maximal sur la biodiversité et communiquer auprès de vos administrés ;
- **élaboration d'un plan de gestion différenciée des espaces verts**, qui garantit un entretien respectueux de la biodiversité, tout en tenant compte des différents usages des sites ;
- **déploiement du suivi automatisé de la santé des écosystèmes des sites avec LEKO** : fruit d'une collaboration entre Veolia et le Muséum National d'Histoire Naturelle, LEKO est un service qui permet d'écouter la biodiversité autour d'un point donné pour en déduire l'état de santé des écosystèmes. Il s'appuie pour ce faire sur des groupes bio-indicateurs que sont les chauves-souris, les sauterelles et les oiseaux. Grâce à un capteur acoustique qui fonctionne en permanence, les données générées permettent de comparer, dans le temps ou l'espace, l'évolution des communautés de ces espèces bio-indicatrices, et ainsi :
  - d'évaluer les impacts d'aménagements programmés, de changements des modalités de gestion des espaces verts, de changement des systèmes d'éclairage...,
  - de cataloguer une partie du patrimoine biodiversité, pour permettre notamment la prise en compte des espèces les plus menacées.

Un affichage web permet de suivre dans le temps de valoriser les résultats obtenus. Les données collectées sont versées à l'inventaire national du patrimoine naturel ;

- **mise en œuvre d'aménagements techniques légers pour la faune ou de projets de végétalisation**, sur la base des résultats de l'Audit biodiversité : nichoirs à oiseaux, gîtes à chauves-souris, chandelles à pollinisateurs, passages pour la petite faune, espaces de renaturation, plantation de haies... ;
- **prise en compte du risque de pollution lumineuse** générée par le service d'eau, grâce à une cartographie des éclairages extérieurs des sites permettant de cibler les sites et les actions les plus pertinents dans un double souci de préservation de la biodiversité et d'économies d'énergie !



### 3.6.3. VOLET SOCIAL

#### DIAGNOSTIC TERRITORIAL D'ACCÈS À L'EAU

Au 01 janvier 2025 chaque collectivité doit avoir établi un diagnostic territorial d'accès à l'eau recensant toutes les personnes qui n'ont pas aujourd'hui un accès direct à l'eau potable public afin de proposer un plan d'action pour y remédier.

Pour ce diagnostic qui comprend un volet technique (réseau de distribution, forage privatif, fontaine publique...) et un volet social (personnes non sédentaires, isolées ou de passage...), nous vous proposons de réaliser cette étude, avec les propositions de travaux associés.



#### 4. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE





## **4.1. LE COMPTE ANNUEL DE RÉSULTAT DE L'EXPLOITATION DE LA DÉLÉGATION**

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016.

### **4.1.1. LE CARE**

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et des charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

**Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation**  
**Année 2024**  
**(en application du décret du 14 mars 2005)**

Collectivité: F568E - FLERS AGGLO MESSEI FERTE MACE

Eau

LIBELLE	2023	2024	Ecart %
<b>PRODUITS</b>	<b>2 060 854</b>	<b>2 082 438</b>	<b>1,05 %</b>
Exploitation du service	1 110 819	1 085 590	
Collectivités et autres organismes publics	825 270	874 665	
Travaux attribués à titre exclusif	39 591	44 522	
Produits accessoires	85 175	77 662	
<b>CHARGES</b>	<b>1 987 787</b>	<b>2 077 801</b>	<b>4,53 %</b>
Personnel	318 315	326 699	
Energie électrique	29 502	48 409	
Achats d'eau	176 098	200 702	
Produits de traitement	40 065	29 474	
Analyses	25 490	21 344	
Sous-traitance, matières et fournitures	167 891	175 246	
Impôts locaux et taxes	22 446	21 069	
Autres dépenses d'exploitation	166 529	144 408	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	16 480	14 497	
<i>engins et véhicules</i>	46 679	42 265	
<i>informatique</i>	58 676	63 710	
<i>assurances</i>	6 731	7 450	
<i>locaux</i>	46 778	32 998	
<i>autres</i>	- 8 816	- 16 511	
Frais de contrôle	5 834	6 023	
Contribution des services centraux et recherche	79 733	69 174	
Collectivités et autres organismes publics	825 270	874 665	
Charges relatives aux renouvellements	103 938	109 830	
<i>fonds contractuel ( renouvellements )</i>	103 938	109 830	
Charges relatives aux investissements	13 245	13 444	
<i>programme contractuel ( investissements )</i>	13 245	13 444	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	13 430	37 314	
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>73 067</b>	<b>4 637</b>	<b>NS</b>
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	18 262	1 154	
<b>RESULTAT</b>	<b>54 806</b>	<b>3 484</b>	<b>NS</b>

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

04/03/2025

#### 4.1.2. L'ÉTAT DÉTAILLÉ DES PRODUITS

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :  
 Les données ci-dessous sont en Euros.

**Etat détaillé des produits (1)**  
**Année 2024**

Collectivité: F568E - FLERS AGGLO MESSEI FERTE MACE

Eau

LIBELLE	2023	2024	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	1 110 819	1 063 177	-4,29 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	1 051 301	1 186 872	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	59 518	- 123 695	
Ventes d'eau à d'autres services publics	0	22 413	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	0	15 033	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	0	7 380	
<b>Exploitation du service</b>	<b>1 110 819</b>	<b>1 085 590</b>	<b>-2,27 %</b>
Produits : part de la collectivité contractante	593 276	671 273	13,15 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	604 730	719 581	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 11 454	- 48 308	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	46 108	34 319	-25,57 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	44 652	45 567	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	1 457	- 11 249	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	185 886	169 073	-9,04 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	180 424	204 249	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	5 461	- 35 176	
<b>Collectivités et autres organismes publics</b>	<b>825 270</b>	<b>874 665</b>	<b>5,99 %</b>
<b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>	<b>39 591</b>	<b>44 522</b>	<b>12,45 %</b>
<b>Produits accessoires</b>	<b>85 175</b>	<b>77 662</b>	<b>-8,82 %</b>

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

04/03/25

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

## **4.2. SITUATION DES BIENS**

### **4.2.1. VARIATION DU PATRIMOINE IMMOBILIER**

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

### **4.2.2. INVENTAIRE DES BIENS**

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### **4.2.3. SITUATION DES BIENS**

La situation des biens est consultable dans la partie 5 "Données détaillées - Inventaire des installations et réseaux".

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte, ...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

### 4.3. LES INVESTISSEMENTS ET LE RENOUVELLEMENT

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

#### 4.3.1. LES AUTRES DÉPENSES DE RENOUVELLEMENT

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

##### DÉPENSES RELEVANT D'UNE GARANTIE POUR LA CONTINUITÉ DU SERVICE

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

##### DÉPENSES RELEVANT D'UN FONDS DE RENOUVELLEMENT

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

	2022	2023	2024
<b>Solde à fin de l'exercice (€)</b>	<b>283 203,40</b>	<b>343 407,49</b>	<b>353 312,79</b>
Dotation de l'exercice	90 422,05	103 938,13	109 830,20
Dépense de l'exercice	3 316,30	43 734,04	99 924,90



## 4.4. LES ENGAGEMENTS À INCIDENCE FINANCIÈRE

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

### 4.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

#### **RÉGULARISATIONS DE TVA**

Si Veolia a assuré pour le compte de la collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition<sup>1</sup>, deux cas se présentent :

Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA<sup>2</sup> : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.

Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

#### **BIENS DE RETOUR**

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

#### **BIENS DE REPRISE**

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

---

<sup>1</sup> art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

<sup>2</sup> Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

## **AUTRES BIENS OU PRESTATIONS**

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

## **CONSOMMATIONS NON FACTURÉES ET RECOUVREMENT DES SOMMES DUES AU DÉLÉGATAIRE À LA FIN DU CONTRAT**

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

### **4.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL**

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire ;
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

## **DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES APPLICABLES AUX SALARIÉS DE VEOLIA**

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

## **PROTECTION DES SALARIÉS ET DE L'EMPLOI EN FIN DE CONTRAT**

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée,

l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier la masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents<sup>3</sup> affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

#### **COMPTE ENTRE EMPLOYEURS SUCCESSIFS**

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat ;
- concernant les salaires et notamment les salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13<sup>ème</sup> mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs, .... ;
- concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail, etc.

---

<sup>3</sup> Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

## 4.5. ANNEXES FINANCIÈRES

### LES MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DU CARE

### DÉTAIL DES BIENS RENOUVELÉS ET VALORISÉS DANS LE CADRE DU/DES COMPTE(S) DE RENOUVELLEMENT

### AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la collectivité.



## 5. DONNEES DETAILLEES





## 5.1. LE PRIX DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU

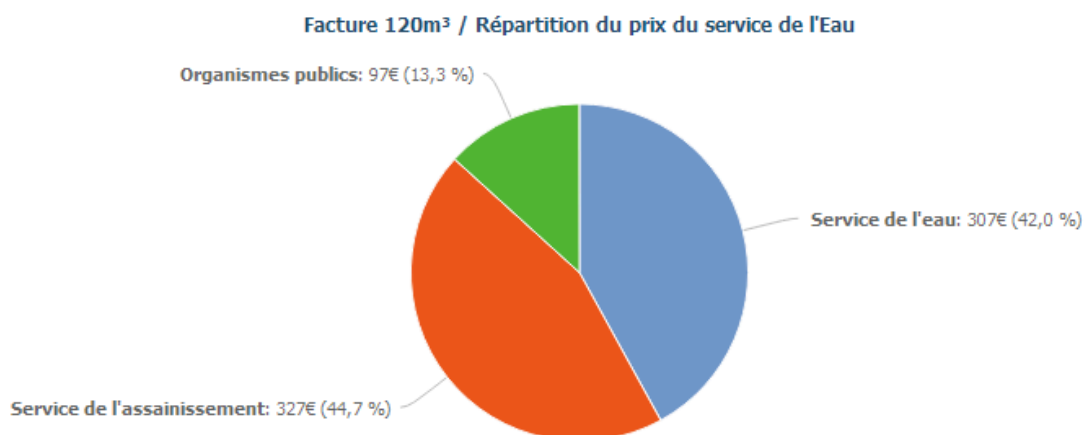
En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m<sup>3</sup> représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de MESSEI, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m<sup>3</sup> **[D102.0]** pour 120 m<sup>3</sup>, au tarif en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier, est la suivante :

MESSEI Prix du service de l'eau potable	Volume	Prix Au 01/01/2025	Montant Au 01/01/2024	Montant Au 01/01/2025	N/N-1
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Organismes publics</b>			<b>36,00</b>	<b>41,64</b>	<b>15,67%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Consommation d'eau Potable	120	0,3300		39,60	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
<b>Total € HT</b>			<b>350,08</b>	<b>348,62</b>	<b>-0,42%</b>
TVA			19,25	19,17	-0,42%
<b>Total TTC</b>			<b>369,33</b>	<b>367,79</b>	<b>-0,42%</b>
<b>Prix TTC du service au m3 pour 120 m3</b>			<b>3,08</b>	<b>3,06</b>	<b>-0,65%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle n'a pas été déplacée cette année. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m<sup>3</sup> pour la commune de MESSEI:



# **LA FACTURE 120 M<sup>3</sup> DE CHAQUE COMMUNE**

## **BANVOU**

	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>107,23</b>	<b>97,01</b>	<b>-9,53%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Modernisation du réseau de collecte	120		19,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,3300		39,60	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			52,03	52,17	0,27%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>729,91</b>	<b>730,79</b>	<b>0,12%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

## **BELLOU EN HOULME**

	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>

<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>100,41</b>	<b>113,47</b>	<b>13,01%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			51,81	53,03	2,35%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>723,09</b>	<b>747,25</b>	<b>3,34%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

<b>DOMPIERRE</b>	<b>m³</b>	<b>Prix au 01/01/2025</b>	<b>Montant au 01/01/2024</b>	<b>Montant au 01/01/2025</b>	<b>N/N-1</b>
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>107,23</b>	<b>97,01</b>	<b>-9,53%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Modernisation du réseau de collecte	120		19,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,3300		39,60	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			52,03	52,17	0,27%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>729,91</b>	<b>730,79</b>	<b>0,12%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

ECHALOU	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>107,23</b>	<b>97,01</b>	<b>-9,53%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Modernisation du réseau de collecte	120		19,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,3300		39,60	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			52,03	52,17	0,27%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>729,91</b>	<b>730,79</b>	<b>0,12%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

<b>FERTE MACE</b>	<b>m<sup>3</sup></b>	<b>Prix au 01/01/2025</b>	<b>Montant au 01/01/2024</b>	<b>Montant au 01/01/2025</b>	<b>N/N-1</b>
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>		
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>		
Abonnement			60,24		
Consommation	120	0,0000	122,86		
<b>Part syndicale</b>			<b>28,78</b>		
Abonnement			28,78		
<b>Part communautaire</b>			<b>89,53</b>		
Consommation	120	0,0000	89,53		
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0000</b>	<b>12,67</b>		
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>		
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>		
Consommation	120	0,0000	265,20		
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>		
Abonnement			43,40		
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>107,23</b>		
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Modernisation du réseau de collecte	120		19,20		
TVA			52,03		
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>729,91</b>		

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

<b>LA COULONCHE</b>	<b>m<sup>3</sup></b>	<b>Prix au 01/01/2025</b>	<b>Montant au 01/01/2024</b>	<b>Montant au 01/01/2025</b>	<b>N/N-1</b>
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%



<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>107,23</b>	<b>97,01</b>	<b>-9,53%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Modernisation du réseau de collecte	120		19,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,3300		39,60	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			52,03	52,17	0,27%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>729,91</b>	<b>730,79</b>	<b>0,12%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

<b>LA FERRIERE AUX ETANGS</b>	<b>m³</b>	<b>Prix au 01/01/2025</b>	<b>Montant au 01/01/2024</b>	<b>Montant au 01/01/2025</b>	<b>N/N-1</b>
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>107,23</b>	<b>97,01</b>	<b>-9,53%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Modernisation du réseau de collecte	120		19,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,3300		39,60	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			52,03	52,17	0,27%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>729,91</b>	<b>730,79</b>	<b>0,12%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

LE CHATELLIER	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>107,23</b>	<b>97,01</b>	<b>-9,53%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Modernisation du réseau de collecte	120		19,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,3300		39,60	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			52,03	52,17	0,27%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>729,91</b>	<b>730,79</b>	<b>0,12%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

LE GRAIS	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%

<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>100,41</b>	<b>113,47</b>	<b>13,01%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			51,81	53,03	2,35%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>723,09</b>	<b>747,25</b>	<b>3,34%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

<b>LES MONTS D'ANDAINÉ</b>	<b>m³</b>	<b>Prix au 01/01/2025</b>	<b>Montant au 01/01/2024</b>	<b>Montant au 01/01/2025</b>	<b>N/N-1</b>
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>107,23</b>	<b>97,01</b>	<b>-9,53%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Modernisation du réseau de collecte	120		19,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,3300		39,60	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			52,03	52,17	0,27%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>729,91</b>	<b>730,79</b>	<b>0,12%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans

la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

MESSEI	m³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>107,23</b>	<b>97,01</b>	<b>-9,53%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Modernisation du réseau de collecte	120		19,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,3300		39,60	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			52,03	52,17	0,27%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>729,91</b>	<b>730,79</b>	<b>0,12%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

SAINT ANDRE DE MESSEI	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>107,23</b>	<b>97,01</b>	<b>-9,53%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Modernisation du réseau de collecte	120		19,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,3300		39,60	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			52,03	52,17	0,27%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>729,91</b>	<b>730,79</b>	<b>0,12%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.



SAIRES LA VERRERIE	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>314,08</b>	<b>306,98</b>	<b>-2,26%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>183,10</b>	<b>178,68</b>	<b>-2,41%</b>
Abonnement			60,24	58,78	-2,42%
Consommation	120	0,9992	122,86	119,90	-2,41%
<b>Part syndicale</b>			<b>118,31</b>	<b>121,88</b>	<b>3,02%</b>
Abonnement			28,78	29,40	2,15%
Consommation	120	0,7707	89,53	92,48	3,29%
<b>Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *</b>	<b>120</b>	<b>0,0535</b>	<b>12,67</b>	<b>6,42</b>	<b>-49,33%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>308,60</b>	<b>326,80</b>	<b>5,90%</b>
<b>Part syndicale</b>			<b>265,20</b>	<b>280,80</b>	<b>5,88%</b>
Consommation	120	2,3400	265,20	280,80	5,88%
<b>Part communautaire</b>			<b>43,40</b>	<b>46,00</b>	<b>5,99%</b>
Abonnement			43,40	46,00	5,99%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>107,23</b>	<b>97,01</b>	<b>-9,53%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		36,00		
Modernisation du réseau de collecte	120		19,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,3300		39,60	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			52,03	52,17	0,27%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>729,91</b>	<b>730,79</b>	<b>0,12%</b>

(\*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD.

## 5.2. VISION PLURIANNUELLE DES VOLUMES

### 5.2.1. HISTORIQUE

#### VOLUMES PRÉLEVÉS PAR INSTALLATION DE PRODUCTION

	2022	2023	2024	N/N-1
<b>Volume prélevé (m3)</b>	<b>479 979</b>	<b>489 236</b>	<b>537 025</b>	<b>9,8%</b>
<b>Volume prélevé par ressource (m3)</b>				
Chemin de Bât : usine, pompage reprise et réservoirs	199 201	208 032	239 795	15,3%
Usine La Lande Forêt - Le Grais	254 200	248 873	259 385	4,2%
Usine Le Carrefour Joyeux - Bellou en Houlme	26 578	32 331	37 845	17,1%
<b>Volume prélevé par nature d'eau (m3)</b>				
Eau souterraine non influencée	479 979	489 236	537 025	9,8%

#### VOLUMES PRODUITS ET MIS EN DISTRIBUTION

	2022	2023	2024	N/N-1
<b>Volume prélevé (m3)</b>	<b>479 979</b>	<b>489 236</b>	<b>537 025</b>	<b>9,8%</b>
Besoin des usines	5 895	6 320	3 505	-44,5%
<b>Volume produit (m3)</b>	<b>474 084</b>	<b>482 916</b>	<b>533 520</b>	<b>10,5%</b>
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	435 659	426 157	421 125	-1,2%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	172 849	144 958	164 726	13,6%
<b>Volume mis en distribution (m3)</b>	<b>736 894</b>	<b>764 115</b>	<b>790 104</b>	<b>3,4%</b>

#### VOLUMES ACHETÉS À D'AUTRES SERVICES PAR POINT

	2022	2023	2024	N/N-1
<b>Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)</b>	<b>435 659</b>	<b>426 157</b>	<b>421 125</b>	<b>-1,2%</b>
CA du Pays de Flers	237 560	244 571	259 386	6,1%
SI ALIMENTATION EAU POTABLE DU HOULME	80 509	65 984	91 290	38,4%
SIAEP DE LA REGION DE MAGNY LE DESERT	0	501	0	-100,0%
SIAEP DOMFRONT	33 488	33 988	33 663	-1,0%
SIAEP DU HOULME	8 378	216	204	-5,6%
Autre(s) engagement(s)	75 724	80 897	36 582	-54,8%

## VOLUMES VENDUS

	2022	2023	2024	N/N-1
<b>Volume vendu (m3)</b>	<b>796 873</b>	<b>800 448</b>	<b>759 166</b>	<b>-5,2%</b>
<i>dont clients individuels</i>	538 821	528 208	494 438	-6,4%
<i>dont clients domestiques SRU</i>	254	826	1 066	29,1%
<i>dont clients industriels</i>	1 367	1 138	1 845	62,1%
<i>dont clients collectifs</i>	7 209	10 732	7 969	-25,7%
<i>dont irrigations agricoles</i>	32 571	55 911	36 267	-35,1%
<i>dont volume vendu autres collectivités</i>	172 849	144 958	164 726	13,6%
<i>dont bâtiments communaux</i>	43 292	57 660	52 750	-8,5%
<i>dont appareils publics</i>	510	1 015	105	-89,7%

	2022	2023	2024	N/N-1
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3)</b>	<b>172 849</b>	<b>144 958</b>	<b>164 726</b>	<b>13,6%</b>
CA du Pays de Flers	47 746	46 088	51 031	10,7%
SIAEP DE LA REGION DE MAGNY LE DESERT	0	100	0	-100,0%
SIAEP DOMFRONT	125 103	98 770	113 695	15,1%

## VOLUMES CONSOMMÉS

	2022	2023	2024	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	624 024	663 897	597 632	-10,0%
<b>Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)</b>	<b>624 024</b>	<b>663 897</b>	<b>597 632</b>	<b>-10,0%</b>
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	365	365	366	0,3%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	1 800	2 500	4 032	61,3%
Volume de service du réseau (m3)	9 518	9 213	8 604	-6,6%
<b>Volume consommé autorisé (m3)</b>	<b>635 342</b>	<b>675 610</b>	<b>610 268</b>	<b>-9,7%</b>
<b>Volume consommé autorisé 365 jours (m3)</b>	<b>635 342</b>	<b>675 610</b>	<b>610 268</b>	<b>-9,7%</b>

## INDICATEURS DE PERFORMANCE

	2022	2023	2024
<b>Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>0,75</b>	<b>0,67</b>	<b>1,28</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	736 894	764 115	790 104
Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . . B	624 024	663 897	597 632
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	412 026	412 513	410 267

	2022	2023	2024
<b>Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>0,68</b>	<b>0,59</b>	<b>1,20</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	736 894	764 115	790 104
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . B	635 342	675 610	610 268
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	412 026	412 513	410 267

### 5.3. INDICE DE PROTECTION DE LA RESSOURCE

#### A L'ÉCHELLE DU SERVICE

	2022	2023	2024
Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	74 %	73 %	72 %

#### PAR POINT DE POINT DE PRODUCTION

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2022	2023	2024
Usine La Lande Forêt - Le Grais	80 %	80 %	80 %
Usine Le Carrefour Joyeux - Bellou en Houlme	20 %	20 %	20 %



## 5.4. QUALITÉ DE L'EAU

### HISTORIQUE DU CONTRÔLE OFFICIEL

	2022	2023	2024
<b>Paramètres microbiologiques</b>			
<b>Taux de conformité microbiologique</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>
Nombre de prélèvements conformes	70	73	77
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0
Nombre total de prélèvements	70	73	77
<b>Paramètres physico-chimique</b>			
<b>Taux de conformité physico-chimique</b>	<b>88,16 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>
Nombre de prélèvements conformes	67	69	71
Nombre de prélèvements non conformes	9	0	0
Nombre total de prélèvements	76	69	71

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### INTENSITÉ DU PROGRAMME D'ANALYSE

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	420	319	
Physico-chimique	4069	518	

### NON-CONFORMITÉS PAR RAPPORT AUX LIMITES DE QUALITÉ

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
Chlorure de vinyl monomère	0	0,633	0	1	4	20	0,5 µg/l
E.Coli /100ml	0	1	0	1	76	48	0 n/100ml

Ces teneurs en chlorure de vinyle monomère ne valent que pour le point d'utilisation où elles ont été effectivement mesurées. Compte tenu de l'influence du réseau de distribution d'eau (réseau public et éventuellement réseau privé) sur la cinétique de migration du CVM dans l'eau, ces valeurs ne sont pas représentatives de la qualité de l'eau pour l'ensemble des consommateurs.

#### **NON-CONFORMITÉS PAR RAPPORT AUX RÉFÉRENCES DE QUALITÉ**

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégitaire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégitaire	Valeur du seuil et unité
Bactéries Coliformes	0	1	1	1	76	48	0 n/100ml
Conductivité à 25°C	145	425	8	2	73	14	1100 µS/cm
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2	4	1	0	3	0	2 Qualitatif
Fer total	1,5	238	1	0	24	0	200 µg/l
Turbidité	0	2,3	1	0	73	9	2 NFU
Turbidité	0	0,93	1	1	3	5	0,5 NFU

Le métabolite du chlorothalonil, R471811, a changé de statut en début d'année 2024, il a été déclaré non pertinent par l'autorité sanitaire. A ce titre, il n'est donc plus considéré comme une limite de qualité mais comme une valeur indicative. Dans les tableaux précédents, sa conformité a été évaluée par rapport au seuil de 0,9 µg/L (valeur indicative) pour l'ensemble de l'année.

#### **NON-CONFORMITÉS POUR LES PARAMÈTRES SOUMIS À UNE VALEUR INDICATIVE**

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégitaire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégitaire	Valeur du seuil et unité
Tous les résultats sont conformes							

#### **NON-CONFORMITÉS POUR LES PARAMÈTRES SOUMIS À UNE VALEUR DE VIGILANCE**

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégitaire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégitaire	Valeur du seuil et unité
Tous les résultats sont conformes							

## COMPOSITION DE L'EAU AU ROBINET

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	17	52	3	mg/l	Sans objet
Chlorures	12	19,70	12	mg/l	250
Fluorures	0	231	3	µg/l	1500
Magnésium	2,60	8	3	mg/l	Sans objet
Nitrates	2,80	42	73	mg/l	50
Pesticides totaux	0	0,01	4	µg/l	0,5
Potassium	0,88	2,30	3	mg/l	Sans objet
Sodium	7,60	11	3	mg/l	200
Sulfates	2,30	11	12	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	5,20	18,90	69	°F	Sans objet

## QUALITÉ DES RESSOURCES

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	8	8	30	30
Physico-chimique	1664	1664	271	271

Tous les résultats sont conformes.

## QUALITÉ DE L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUÉE

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégué	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégué
Microbiologique	100,0 %	97,9 %	99,2 %
Physico-chimie	100,0 %	96,8 %	99,0 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

## DÉTAIL

### PC - Captage La Lande Forêt

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	0.49	0.49	0.49	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	4		4	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	0	0	0	1	mg/l	
pH à température de l'eau	5.7	5.7	5.7	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	10.1	10.1	10.1	1	Unité pH	
TH Calcique	0.95	0.95	0.95	1	°F	
TH Magnésien	0.504	0.504	0.504	1	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	0	0	0	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	1.454	1.454	1.454	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0	0	1	NFU	
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Indice Hydrocarbure	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	13	13	13	1	°C	
Fer dissous	32.6	32.6	32.6	1	µg/l	
Manganèse total	13.2	13.2	13.2	1	µg/l	
Acetochlore ESA	0	0	0	1	µg/l	
Acetochlore OXA	0	0	0	1	µg/l	
Alachlore ESA	0	0	0	1	µg/l	
Chlorothalonil R471811	0.04	0.04	0.04	1	µg/l	
Dimétachlore ESA (CGA 354742)	0	0	0	1	µg/L	
Diméthachlore CGA 369873	0	0	0	1	µg/L	
Diméthénamide ESA	0	0	0	1	µg/L	
Diméthénamide OXA	0	0	0	1	µg/L	
Metazachlore ESA	0	0	0	1	µg/l	
Metazachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	
Metolachlore ESA	0	0	0	1	µg/l	
Metolachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	3.8	3.8	3.8	1	mg/l	
Chlorures	12	12	12	1	mg/l	<= 200

Conductivité à 25°C	83	83	83	1	µS/cm	
Magnésium	1.2	1.2	1.2	1	mg/l	
Potassium	1.8	1.8	1.8	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	16.8	16.8	16.8	1	mg/l	
Sodium	7.2	7.2	7.2	1	mg/l	<= 200
Sulfates	10	10	10	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.24	0.24	0.24	1	mg/l C	<= 10
O2 dissous % Saturation	58.9	58.9	58.9	1	%sat.	>= 30
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	3.2	3.2	3.2	1	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.06	0.06	0.06	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	1.9	1.9	1.9	1	µg/l	<= 100
Bore	0	0	0	1	µg/l	<= 1500
Cadmium	0.11	0.11	0.11	1	µg/l	<= 5
Fluorures	0	0	0	1	µg/l	
Nickel	1.2	1.2	1.2	1	µg/l	<= 20
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	



PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	

#### PC - Douet de L'aulne Mélange

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	9		100	2	n/100ml	
E.Coli /100ml	6		100	3	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		96	4	n/100ml	<= 10000
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	47	47	47	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	4		4	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	20	20	20	1	mg/l	
pH à température de l'eau	5.9	5.9	5.9	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.9	7.9	7.9	1	Unité pH	
TH Calcique	2.75	2.75	2.75	1	°F	
TH Magnésien	2.016	2.016	2.016	1	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	1.6	1.6	1.6	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	4.766	4.766	4.766	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0.27	0.745	1.16	4	NFU	
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Indice Hydrocarbure	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	14	14	14	1	°C	
Fer dissous	2.5	2.5	2.5	1	µg/l	
Fer total	30	38	45	3	µg/l	
Manganèse total	2.4	2.4	2.4	1	µg/l	
Acetochlore ESA	0	0	0	1	µg/l	
Acetochlore OXA	0	0	0	1	µg/l	

Alachlore ESA	0.1	0.1	0.1	1	µg/l	
Chlorothalonil R471811	0.216	0.216	0.216	1	µg/l	
Dimétachlore ESA (CGA 354742)	0.045	0.045	0.045	1	µg/L	
Diméthachlore CGA 369873	0	0	0	4	µg/L	
Diméthénamide ESA	0.016	0.016	0.016	1	µg/L	
Diméthénamide OXA	0	0	0	1	µg/L	
Metazachlore ESA	0.031	0.031	0.031	1	µg/l	
Metazachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	
Metolachlore ESA	0.226	0.226	0.226	1	µg/l	
Metolachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	11	11	11	1	mg/l	
Chlorures	17	17	17	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	181	188.5	193	4	µS/cm	
Magnésium	4.8	4.8	4.8	1	mg/l	
Potassium	2.9	2.9	2.9	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	20.8	20.8	20.8	1	mg/l	
Sodium	13	13	13	1	mg/l	<= 200
Sulfates	7.9	7.9	7.9	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.44	0.52	0.6	2	mg/l C	<= 10
O2 dissous % Saturation	80	80	80	1	%sat.	>= 30
Déséthylatrazine	0	0.009	0.013	4	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	43.3	45.2	47.4	4	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.88	0.88	0.88	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	2.2	2.2	2.2	1	µg/l	<= 100
Bore	0	0	0	1	µg/l	<= 1500
Cadmium	1	1	1	1	µg/l	<= 5
Fluorures	0	0	0	1	µg/l	
Nickel	4	4	4	1	µg/l	<= 20
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	

Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0	0.009	0.013	4	µg/l	<= 5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanés totaux (4)	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	

#### PC - Forage du Grais 1

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	3	n/100ml	
Bactéries Coliformes	0		0	3	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	3	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	3	n/100ml	<= 10000
Turbidité	0	0.08	0.32	4	NFU	
Fer total	32	36.5	46	4	µg/l	
Diméthachlore CGA 369873	0	0	0	4	µg/L	
Conductivité à 25°C	79	83.75	91	4	µS/cm	
Carbone Organique Total	0	0	0	1	mg/l C	<= 10
Ammonium	0	0	0	4	mg/l	<= 4
Nitrates	2.8	2.925	3.1	4	mg/l	<= 100

**PC - La Lande Mineur Mélange**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	6		7	2	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		6	3	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		71	4	n/100ml	<= 10000
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	28	28	28	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	4		4	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	15	15	15	1	mg/l	
pH à température de l'eau	6	6	6	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	8.3	8.3	8.3	1	Unité pH	
TH Calcique	2.075	2.075	2.075	1	°F	
TH Magnésien	1.68	1.68	1.68	1	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	1.2	1.2	1.2	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	3.755	3.755	3.755	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.09	0.36	4	NFU	
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Indice Hydrocarbure	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	14	14	14	1	°C	
Fer dissous	4.7	4.7	4.7	1	µg/l	
Fer total	20	31	48	3	µg/l	
Manganèse total	5.2	5.2	5.2	1	µg/l	
Acetochlore ESA	0	0	0	1	µg/l	
Acetochlore OXA	0	0	0	1	µg/l	
Alachlore ESA	0.288	0.288	0.288	1	µg/l	
Chlorothalonil R471811	0.165	0.165	0.165	1	µg/l	
Dimétachlore ESA (CGA 354742)	0.007	0.007	0.007	1	µg/L	
Diméthachlore CGA 369873	0	0	0	4	µg/L	
Diméthénamide ESA	0.006	0.006	0.006	1	µg/L	
Diméthénamide OXA	0	0	0	1	µg/L	
Metazachlore ESA	0.154	0.154	0.154	1	µg/l	
Metazachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	
Metolachlore ESA	0.161	0.161	0.161	1	µg/l	
Metolachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	8.3	8.3	8.3	1	mg/l	
Chlorures	14	14	14	1	mg/l	<= 200

Conductivité à 25°C	145	150.25	153	4	µS/cm	
Magnésium	4	4	4	1	mg/l	
Potassium	1.9	1.9	1.9	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	17.4	17.4	17.4	1	mg/l	
Sodium	10	10	10	1	mg/l	<= 200
Sulfates	6.5	6.5	6.5	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0	0.23	0.46	2	mg/l C	<= 10
O2 dissous % Saturation	93	93	93	1	%sat.	>= 30
Déséthylatrazine	0.01	0.016	0.021	4	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	35	36.825	39.7	4	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.7	0.7	0.7	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	8.3	8.3	8.3	1	µg/l	<= 100
Bore	0	0	0	1	µg/l	<= 1500
Cadmium	0.46	0.46	0.46	1	µg/l	<= 5
Fluorures	0	0	0	1	µg/l	
Nickel	2.6	2.6	2.6	1	µg/l	<= 20
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0.01	0.016	0.021	4	µg/l	<= 5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	



PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCB <sub>i</sub>	0	0	0	1	µg/l	
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	

#### PC - Source Philippe Bellou

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		1	3	n/100ml	<= 10000
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO <sub>3</sub>	
CO <sub>2</sub> libre calculé	9.1	9.1	9.1	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	4		4	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	17	17	17	1	mg/l	
pH à température de l'eau	6.6	6.6	6.6	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	9.1	9.1	9.1	1	Unité pH	
TH Calcique	0.825	0.825	0.825	1	°F	
TH Magnésien	1.05	1.05	1.05	1	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	1.4	1.4	1.4	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	1.875	1.875	1.875	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0	0	3	NFU	
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Indice Hydrocarbure	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	9	9	9	1	°C	
Fer dissous	1.2	1.2	1.2	1	µg/l	
Fer total	0	0	0	2	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	

Acetochlore ESA	0	0	0	1	µg/l	
Acetochlore OXA	0	0	0	1	µg/l	
Alachlore ESA	0.121	0.121	0.121	1	µg/l	
Chlorothalonil R471811	0.025	0.025	0.025	1	µg/l	<= 2
Dimétachlore ESA (CGA 354742)	0	0	0	1	µg/L	<= 0.9
Diméthachlore CGA 369873	0	0	0	3	µg/L	
Diméthénamide ESA	0	0	0	1	µg/L	
Diméthénamide OXA	0	0	0	1	µg/L	
Metazachlore ESA	0	0	0	1	µg/l	
Metazachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	
Metolachlore ESA	0	0	0	1	µg/l	
Metolachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	3.3	3.3	3.3	1	mg/l	
Chlorures	12	12	12	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	96	97.667	100	3	µS/cm	
Magnésium	2.5	2.5	2.5	1	mg/l	
Potassium	0.84	0.84	0.84	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	14.9	14.9	14.9	1	mg/l	
Sodium	9.6	9.6	9.6	1	mg/l	<= 200
Sulfates	3.2	3.2	3.2	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.2	0.2	0.2	1	mg/l C	<= 10
O2 dissous % Saturation	102	102	102	1	%sat.	>= 30
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	10	10.267	10.5	3	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.2	0.2	0.2	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	0	0	0	1	µg/l	<= 1500
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	0	0	0	1	µg/l	
Nickel	1	1	1	1	µg/l	<= 20
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	

Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0	0.008	0.025	3	µg/l	<= 5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	

#### UP - Achat eau Houleme

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Coliphages somatiques (100ml)	0		0	1	UFP/100ml	
Bisphenol A	0	0	0	1	µg/l	<= 2.5
4-nonylphénol	0	0	0	1	µg/l	<= 0.3
Ac. perfluorodecane sulfonique	0	0	0	1	µg/l	
Ac perfluorododécane sulfoniq	0	0	0	1	µg/l	
Ac. perfluorododécanoïq PFDoDA	0	0	0	1	µg/l	
Ac perfluorononane sulfonique	0	0	0	1	µg/l	
Ac perfluoropent.sulf (PFPeS)	0	0	0	1	µg/l	
Ac perfluorotridécane sulfonic	0	0	0	1	µg/l	
Ac perfluoroundécane sulfonic	0	0	0	1	µg/l	
Ac. sulfonique de perfluorooct	0	0	0	1	µg/l	
Acide perfluorobutanesulfoniqu	0	0	0	1	µg/l	
Acide perfluorobutanoïque	0.001	0.001	0.001	1	µg/l	

Acide perfluorooctanoïque	0	0	0	1	µg/l	
Acide perfluorodecanoïque	0	0	0	1	µg/L	
Acide perfluoroheptane sulfoni	0	0	0	1	µg/l	
Acide perfluoroheptanoïque	0	0	0	1	µg/L	
Acide perfluorohexane sulfonic	0	0	0	1	µg/L	
Acide perfluorohexanoïque	0	0	0	1	µg/L	
Acide perfluorononanoïque	0	0	0	1	µg/L	
Acide perfluoropentanoïque	0	0	0	1	µg/l	
(PFTrDA) Ac. PFtridecanoïque	0	0	0	1	µg/l	
(PFUnDA) Acide PFundecanoïque	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 20 PFAS	0.001	0.001	0.001	1	µg/l	<= 0.1
Uranium	0	0	0	1	µg/l	<= 30
Acide bromoacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide dibromoacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide dichloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide monochloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide trichloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acides haloacétiques (somme)	0	0	0	1	µg/L	<= 60
Chlorate	0	0	0	1	µg/l	<= 250
Chlorite	0	0	0	1	µg/l	<= 250
17 bêta estradiol	0	0	0	1	ng/l	<= 1

#### UP - Usine de Bellou

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	6	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		23	7	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		1	7	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		1	7	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		1	7	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	7	n/100ml	= 0
Flore saprophyte (37°C)	0		0	1	(+)	
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	0.55	0.55	0.55	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	4		4	1	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	57	57	57	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.2	7.812	8.3	5	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	8.7	8.7	8.7	1	Unité pH	
TH Calcique	4.25	4.25	4.25	1	°F	
TH Magnésien	1.092	1.092	1.092	1	°F	

Titre Alcalimétrique	0	0	0	3	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	4.7	6.528	7.9	4	°F	
Titre Hydrotimétrique	5.2	6.85	8.5	2	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0	0.68	1.87	6	NFU	<= 2
Bisphenol A	0	0	0	1	µg/l	<= 2.5
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	10	11.9	13.6	4	°C	<= 25
Fer total	2.8	2.8	2.8	1	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Acetochlore ESA	0.012	0.012	0.012	1	µg/l	<= 0.9
Acetochlore OXA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Alachlore ESA	0.186	0.186	0.186	1	µg/l	<= 0.9
Chlorothalonil R471811	0.024	0.024	0.024	1	µg/l	<= 0.9
Dimétachlore ESA (CGA 354742)	0	0	0	1	µg/L	<= 0.9
Diméthachlore CGA 369873	0	0	0	1	µg/L	<= 0.9
Diméthénamide ESA	0	0	0	1	µg/L	<= 0.9
Diméthénamide OXA	0	0	0	1	µg/L	<= 0.9
Metazachlore ESA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Metazachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Metolachlore ESA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Metolachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Calcium	17	17	17	1	mg/l	
Chlorures	12.3	12.9	13.3	4	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	165	196.714	227	7	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	2.6	2.6	2.6	1	mg/l	
Potassium	0.88	0.88	0.88	1	mg/l	
Sodium	10	10	10	1	mg/l	<= 200
Sulfates	2.3	2.775	3.1	4	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0	0.124	0.38	5	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	6	mg/l	<= 0.1
Nitrates	10	11.125	13	4	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.2	0.235	0.27	2	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0.002	0.002	0.002	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.006	0.006	0.006	1	mg/l	<= 0.7
Bore	0	0	0	1	µg/l	<= 1500
Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Fluorures	0	0	0	1	µg/l	<= 1500

Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta résiduelle	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0	0	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.36	0.48	0.68	3	mg/l	
Chlore total	0.38	0.56	0.74	2	mg/l	
Acide bromoacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide dibromoacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide dichloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide monochloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide trichloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acides haloacétiques (somme)	0	0	0	1	µg/L	<= 60
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10



Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	0	0	1	µg/l	<= 100
17 bêta estradiol	0	0	0	1	ng/l	<= 1
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	

#### UP - Usine du Bassin Bas

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	8	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		15	8	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		1	8	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	8	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	8	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	8	n/100ml	= 0
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	3.8	3.8	3.8	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	157	157	157	1	mg/l	
pH à température de l'eau	6.77	7.186	7.9	7	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.9	7.9	7.9	1	Unité pH	
TH Calcique	13	13	13	1	°F	
TH Magnésien	3.36	3.36	3.36	1	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	3	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	4.12	8.234	12.9	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	11	13.233	17.2	3	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		1	3	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Turbidité	0	0.324	0.93	8	NFU	<= 1
Bisphénol A	0	0	0	1	µg/l	<= 2.5

Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	10	11.786	15.5	7	°C	<= 25
Fer total	24.4	24.4	24.4	1	µg/l	<= 200
Manganèse total	6.4	6.4	6.4	1	µg/l	<= 50
Acetochlore ESA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Acetochlore OXA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Alachlore ESA	0.126	0.126	0.126	1	µg/l	<= 0.9
Chlorothalonil R471811	0.174	0.179	0.184	2	µg/l	<= 0.9
Dimétachlore ESA (CGA 354742)	0.031	0.031	0.031	1	µg/L	<= 0.9
Diméthachlore CGA 369873	0	0	0	1	µg/L	<= 0.9
Diméthénamide ESA	0.01	0.01	0.01	1	µg/L	<= 0.9
Diméthénamide OXA	0	0	0	1	µg/L	<= 0.9
Metazachlore ESA	0.083	0.083	0.083	1	µg/l	<= 0.9
Metazachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Metolachlore ESA	0.189	0.189	0.189	1	µg/l	<= 0.9
Metolachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Calcium	52	52	52	1	mg/l	
Chlorures	15	16.66	19.7	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	229	316.5	387	8	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	8	8	8	1	mg/l	
Potassium	2.3	2.3	2.3	1	mg/l	
Sodium	11	11	11	1	mg/l	<= 200
Sulfates	7.3	8.28	10.5	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.51	0.663	0.87	3	mg/l C	<= 2
Déséthylatrazine	0.01	0.01	0.01	1	µg/l	<= 0.1
Ammonium	0	0	0	8	mg/l	<= 0.1
Nitrates	38	39.78	42	5	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.77	0.797	0.84	3	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	3	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0.026	0.026	0.026	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	5.2	5.2	5.2	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.036	0.036	0.036	1	mg/l	<= 0.7
Bore	12	12	12	1	µg/l	<= 1500
Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Fluorures	231	231	231	1	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	

Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0.11	0.11	0.11	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0	0.005	0.01	2	µg/l	<= 0.5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta résiduelle	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0	0	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.35	0.512	0.79	5	mg/l	
Chlore total	0.4	0.593	0.82	4	mg/l	
Acide bromoacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide dibromoacétique	2.2	2.2	2.2	1	µg/l	
Acide dichloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide monochloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide trichloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acides haloacétiques (somme)	2.2	2.2	2.2	1	µg/L	<= 60
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	1.7	1.7	1.7	1	µg/l	
Chloroforme	2.5	2.5	2.5	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	5.8	5.8	5.8	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	4.2	4.2	4.2	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	14.2	14.2	14.2	1	µg/l	<= 100
17 bêta estradiol	0	0	0	1	ng/l	<= 1
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1

Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	

#### UP - Usine du Grais

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	7	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		1	7	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		2	7	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	7	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	7	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	7	n/100ml	= 0
Chlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	3.8	3.8	3.8	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	159	159	159	1	mg/l	
pH à température de l'eau	6.5	7.2	7.9	4	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.9	7.9	7.9	1	Unité pH	
TH Calcique	12	12	12	1	°F	
TH Magnésien	1.974	1.974	1.974	1	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	3.6	9.808	13	4	°F	
Titre Hydrotimétrique	5.7	11.267	14.7	3	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Turbidité	0	0	0	8	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.15	0.15	0.15	1	NFU	<= 2
Bisphenol A	0	0	0	1	µg/l	<= 2.5
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	10.7	11.175	12	4	°C	<= 25
Fer total	5.7	5.7	5.7	1	µg/l	<= 200
Manganèse total	8	8	8	1	µg/l	<= 50
Acetochlore ESA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Acetochlore OXA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9

Alachlore ESA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Chlorothalonil R471811	0.036	0.036	0.036	1	µg/l	<= 0.9
Dimétachlore ESA (CGA 354742)	0	0	0	1	µg/L	<= 0.9
Diméthachlore CGA 369873	0	0	0	1	µg/L	<= 0.9
Diméthénamide ESA	0	0	0	1	µg/L	<= 0.9
Diméthénamide OXA	0	0	0	1	µg/L	<= 0.9
Metazachlore ESA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Metazachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Metolachlore ESA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Metolachlore OXA	0	0	0	1	µg/l	<= 0.9
Calcium	48	48	48	1	mg/l	
Chlorures	12	12	12	3	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	145	250.333	315	9	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	4.7	4.7	4.7	1	mg/l	
Potassium	1.7	1.7	1.7	1	mg/l	
Sodium	7.6	7.6	7.6	1	mg/l	<= 200
Sulfates	11	11	11	3	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.27	0.31	0.33	3	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	8	mg/l	<= 0.1
Nitrates	2.8	2.967	3.1	3	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.06	0.06	0.06	3	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	3	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0.008	0.008	0.008	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	1.6	1.6	1.6	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.017	0.017	0.017	1	mg/l	<= 0.7
Bore	0	0	0	1	µg/l	<= 1500
Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Fluorures	203	203	203	1	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	

Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Activité alpha totale	0.063	0.063	0.063	1	Bq/l	
Activité bêta résiduelle	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0	0	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.4	0.48	0.65	4	mg/l	
Chlore total	0.42	0.515	0.75	4	mg/l	
Acide bromoacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide dibromoacétique	0.6	0.6	0.6	1	µg/l	
Acide dichloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide monochloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acide trichloroacétique	0	0	0	1	µg/l	
Acides haloacétiques (somme)	0.6	0.6	0.6	1	µg/L	<= 60
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0.87	0.87	0.87	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0.85	0.85	0.85	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0.34	0.34	0.34	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	2.06	2.06	2.06	1	µg/l	<= 100
17 bêta estradiol	0	0	0	1	ng/l	<= 1
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
M + P Xylène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	



**ZD - Bellou en Houlme**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	7	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		14	11	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	11	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	11	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	11	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	11	n/100ml	= 0
Flore saprophyte (37°C)	0		0	4	(+)	
pH à température de l'eau	7.3	7.933	8.7	9	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	5.1	6.929	8.1	7	°F	
Titre Hydrotimétrique	5.7	7.714	8.8	7	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	7	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	7	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		1	7	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	7	Qualitatif	
Turbidité	0	0.033	0.23	7	NFU	<= 2
Température de l'eau	10	13.222	19	9	°C	<= 25
Fer total	1.5	1.5	1.5	1	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	170	200.556	226	9	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	7	mg/l	<= 0.1
Nitrates	9.4	10.057	11	7	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.21	0.21	0.21	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(1,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0.17	0.412	0.78	9	mg/l	
Chlore total	0.18	0.447	0.82	9	mg/l	

**ZD - Ferriere Aux Etangs**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		51	15	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		1	15	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		1	14	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	14	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	15	n/100ml	= 0
Flore saprophyte (37°C)	0		0	3	(+)	
pH à température de l'eau	7.3	7.74	8	10	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	7.1	10.367	14.4	9	°F	
Titre Hydrotimétrique	10	14.022	18.3	9	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	9	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	9	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		1	9	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	9	Qualitatif	
Turbidité	0	0.245	2.3	11	NFU	<= 2
Température de l'eau	9	12.6	20	10	°C	<= 25
Fer total	17.5	17.5	17.5	1	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	257	328	396	9	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	9	mg/l	<= 0.1
Nitrates	6.4	7.078	8.6	9	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.15	0.15	0.15	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Cadmium	0.047	0.047	0.047	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0.06	0.172	0.44	13	mg/l	
Chlore total	0.08	0.211	0.48	13	mg/l	

**ZD - La Ferte Mace**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		11	23	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		12	23	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	23	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	23	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	23	n/100ml	= 0
Flore saprophyte (37°C)	0		0	10	(+)	
pH à température de l'eau	7	7.774	8.2	19	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	5.3	9.362	12.6	13	°F	
Titre Hydrotimétrique	8.9	12.908	16.7	13	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	13	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	13	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	13	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	13	Qualitatif	
Turbidité	0	0.192	0.76	13	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.32	0.385	0.45	2	NFU	<= 2
Température de l'eau	8	13.505	21	20	°C	<= 25
Fer total	5.2	5.5	5.8	2	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	251	350.923	413	13	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	13	mg/l	<= 0.1
Nitrates	17	34.846	40	13	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.79	0.79	0.79	2	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Cadmium	0.19	0.305	0.42	2	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Chlorure de vinyl monomère	0	0.021	0.126	6	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	2	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	2	µg/l	
Chlore libre	0	0.143	0.4	20	mg/l	
Chlore total	0.05	0.204	0.45	19	mg/l	

**ZD - Messei Le Grai**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	27	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		1	27	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	27	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	27	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	27	n/100ml	= 0
Flore saprophyte (37°C)	0		0	5	(+)	
pH à température de l'eau	6.8	7.568	8.1	20	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	7.3	10.217	14.4	18	°F	
Titre Hydrotimétrique	10.8	14.517	18.9	18	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	18	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	18	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	18	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	18	Qualitatif	
Turbidité	0	0.089	1.5	22	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.1	0.125	0.15	2	NFU	<= 2
Température de l'eau	6	13.21	20	20	°C	<= 25
Fer total	2	4.2	6.4	2	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	265	332.722	425	18	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	18	mg/l	<= 0.1
Nitrates	5.6	6.989	8.7	18	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.14	0.14	0.14	2	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Cadmium	0.046	0.053	0.059	2	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.01
Benzo(1,12)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	2	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	2	µg/l	
Chlore libre	0	0.263	0.55	24	mg/l	
Chlore total	0	0.314	0.6	24	mg/l	

**ZD - Messei Varenne (Achat Flers)**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	14	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		11	27	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		11	27	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	27	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	27	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	27	n/100ml	= 0
Flore saprophyte (37°C)	0		1	12	(+)	
pH à température de l'eau	6.9	7.739	8.2	22	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	4	5.736	7.6	14	°F	
Titre Hydrotimétrique	11	12.771	15.3	14	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	14	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	14	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		1	14	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		1	14	Qualitatif	
Turbidité	0	0.076	0.42	15	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.15	0.195	0.24	2	NFU	<= 2
Température de l'eau	7	12.691	21	22	°C	<= 25
Fer total	3.7	61.5	238	15	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0.179	1.4	14	µg/l	<= 50
Conductivité à 25°C	322	354.714	396	14	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	14	mg/l	<= 0.1
Nitrates	14	23.071	29	14	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.49	0.49	0.49	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Chlorure de vinyl monomère	0	0.162	0.633	11	µg/l	<= 0.5
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0.11	0.566	1.04	23	mg/l	
Chlore total	0.15	0.622	1.1	23	mg/l	
Bromoforme	0	0.75	1.5	2	µg/l	

Chloroforme	6.4	8	9.6	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.7	5.25	8.8	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	4.2	7.6	11	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	12.3	21.6	30.9	2	µg/l	<= 100



## 5.5. ENERGIE ET RÉACTIFS

### CONSOMMATION D'ÉNERGIE PAR INSTALLATION

#### Installation de production

	2022	2023	2024	N/N-1
<b>Chemin de Bât : usine, pompage reprise et réservoirs</b>				
Energie relevée consommée (kWh)	63 852	60 957	59 267	-2,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	329	294	252	-14,3%
Volume produit refoulé (m3)	194 355	207 291	235 154	13,4%
<b>Usine La Lande Forêt - Le Grais</b>				
Energie relevée consommée (kWh)	91 486	89 628	122 483	36,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	361	367	474	29,2%
Volume produit refoulé (m3)	253 708	243 921	258 640	6,0%
<b>Usine Le Carrefour Joyeux - Bellou en Houlme</b>				
Energie relevée consommée (kWh)	472	247	195	-21,1%

#### Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

	2022	2023	2024	N/N-1
<b>Les Bruyères : surpression et réservoirs</b>				
Energie relevée consommée (kWh)	8 290	10 264	9 910	-3,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	1 143	1 072	958	-10,6%
Volume pompé (m3)	7 250	9 572	10 344	8,1%
<b>Mont d Hère : reprise vers Charlemagne et réservoir</b>				
Energie relevée consommée (kWh)	67 296	62 108	65 148	4,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	248	252	246	-2,4%
Volume pompé (m3)	270 817	246 612	265 050	7,5%
<b>Reprise Le Grais</b>				
Energie relevée consommée (kWh)	41 549	36 360	48 395	33,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	529	553	528	-4,5%
Volume pompé (m3)	78 509	65 803	91 790	39,5%
<b>Surpression L'Oisivière</b>				
Energie relevée consommée (kWh)	897	820	790	-3,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	315	277	267	-3,6%
Volume pompé (m3)	2 850	2 962	2 954	-0,3%

## Réservoir ou château d'eau

	2022	2023	2024	N/N-1
<b>Réservoir de Banvou</b>				
Energie relevée consommée (kWh)	165	202	182	-9,9%
<b>Réservoir de Messei</b>				
Energie relevée consommée (kWh)	291	300	290	-3,3%
<b>Réservoir La Ferrière aux Etangs</b>				
Energie relevée consommée (kWh)	114	359	8 768	2 342,3%
<b>Réservoirs de Charlemagne</b>				
Energie relevée consommée (kWh)	190	194	269	38,7%

## CONSOMMATION DE RÉACTIFS

Les quantités de réactifs utilisés sur l'exercice s'élèvent à :

Produit	unités	Quantité 2021	Quantité 2022	Quantité 2023	Quantité 2024
Javel	Litres	160	400	200	300
Chlore	kg	343	98		
Calcaire	Tonnes	52		53	51

## 5.6. INVENTAIRE DES INSTALLATIONS ET RÉSEAUX

### PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS

	Débit horaire (m3/h)	Volume journalier (m3/jour)
Chemin de Bât : usine, pompage reprise et réservoirs		800
Usine La Lande Forêt - Le Grais	35	700
Usine Le Carrefour Joyeux - Bellou en Houlme	16	120

### INVENTAIRES DES INSTALLATIONS

Installation de captage	Débit des pompes (m3/h)
Captages Douet de l'Aulne	
Captages La Dronière	
Captages La Lande aux Mineurs	
Captages source Philippe	

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Capacité de stockage (m3)
Chemin de Bât : usine, pompage reprise et réservoirs	1 200	42
Usine La Lande Forêt - Le Grais	700	
Usine Le Carrefour Joyeux - Bellou en Houlme	200	
<b>Capacité totale</b>	<b>2 100</b>	<b>42</b>

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
Mont d' Hère : reprise vers Charlemagne et réservoir	500
Réservoir de Banvou	150
Réservoir de Bellou en Houlme	200
Réservoir de Messei	500
Réservoir La Ferrière aux Etangs	150
Réservoir Mont Brulé	
Réservoirs de Charlemagne	1 000
<b>Capacité totale</b>	<b>2 500</b>

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)	Capacité de stockage (m3)
Les Bruyères : surpression et réservoirs	13	3 000
Mont d Hère : reprise vers Charlemagne et réservoir		0
Reprise Le Grais	30	
Station de Pompage La Ferrière aux Etangs		
Station de Pompage La Ferrière aux Etangs		
Station de reprise Le Grais Eglise du grais		
Surpression L'Oisivière	4	
<b>Capacité totale</b>		<b>3 000</b>

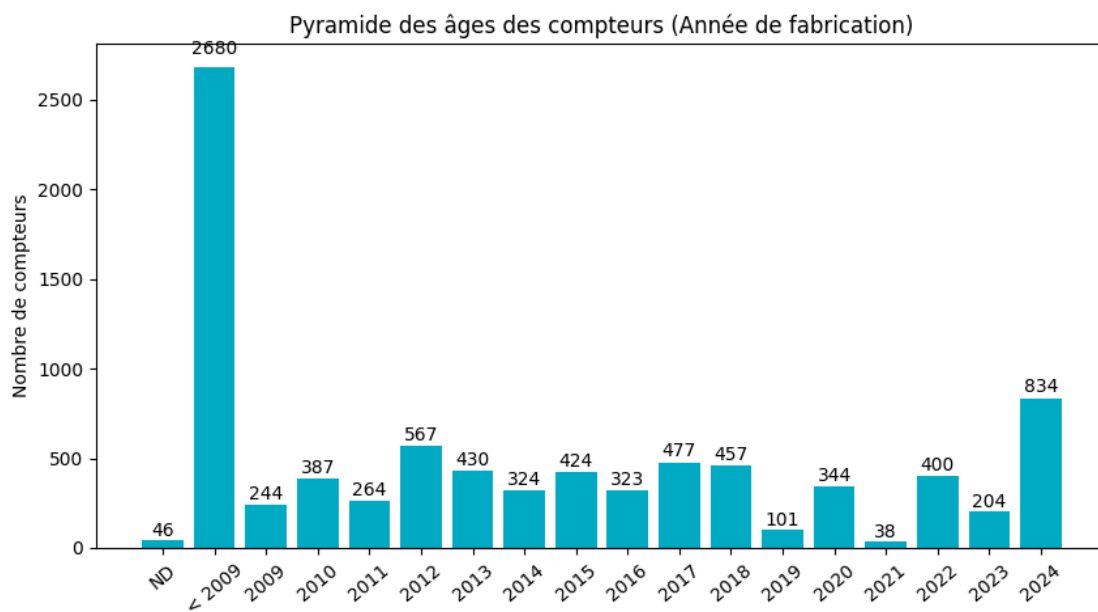
#### Autres installations eau

Les planches de Crocq : protection cathodique

#### INVENTAIRE DES RÉSEAUX

	Canalisation d'adduction (ml)	Canalisation distribution (ml)	Total (ml)
<b>Longueur totale tous DN (ml)</b>	<b>1 605</b>	<b>410 267</b>	<b>411 872</b>
DN 32 (mm)		448	448
DN 40 (mm)		1 353	1 353
DN 50 (mm)		53 481	53 481
DN 60 (mm)		7 164	7 164
DN 63 (mm)		81 705	81 705
DN 75 (mm)		36 070	36 070
DN 80 (mm)		13 915	13 915
DN 90 (mm)		36 236	36 236
DN 100 (mm)		10 951	10 951
DN 110 (mm)		66 696	66 696
DN 125 (mm)	1 568	30 625	32 193
DN 140 (mm)		23 553	23 553
DN 150 (mm)		7 848	7 848
DN 160 (mm)		10 222	10 222
DN 200 (mm)		12 734	12 734
DN 225 (mm)		10 808	10 808
DN 250 (mm)		744	744
DN 300 (mm)		3 746	3 746
DN 400 (mm)		879	879
DN indéterminé (mm)	37	1 089	1 126

## PYRAMIDE DES COMPTEURS



## 5.7. RÉSEAUX

### INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2022	2023	2024
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	85	85	85

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP.236	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP.237	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Code VP	Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)		
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		99,75 %
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP.241	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
Total Parties A et B		45	45
Code VP	Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)		
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP.243	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP.244	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	0
VP.245	Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
VP.246	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	0
VP.247	Localisation des autres interventions	10	10
VP.248	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	0
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	0
Total:		120	85

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2024 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

## INVENTAIRES DES RÉSEAUX

	2022	2023	2024	N/N-1
<b>Canalisations</b>				
Longueur totale du réseau (km)	479,4	480,0	479,6	-0,1%
Longueur d'adduction (ml)	37	37	1 605	4 237,8%
Longueur de distribution (ml)	479 370	480 003	477 965	-0,4%
<i>dont canalisations</i>	412 026	412 513	410 267	-0,5%
<i>dont branchements</i>	67 344	67 490	67 698	0,3%
<b>Equipements</b>				
Nombre d'appareils publics	246	247	249	0,8%
<i>dont poteaux d'incendie</i>	243	244	246	0,8%
<i>dont bouches d'incendie</i>	2	2	2	0,0%
<i>dont puisards d'incendie</i>	1	1	1	0,0%
<b>Branchements</b>				
Nombre de branchements	6 959	6 979	6 978	-0,0%

	2022	2023	2024	N/N-1	Qualification
<b>Compteurs</b>					
Nombre de compteurs	8 407	8 431	8 469	0,5%	Bien de retour
<i>dont sur abonnements en service</i>	7 597	7 599	7 654	0,7%	
<i>dont sur abonnements résiliés sans successeur</i>	810	832	815	-2,0%	

## RENOUVELLEMENT DES CANALISATIONS

	2022	2023	2024
<b>Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,15</b>
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	412 026	412 513	410 267
Longueur renouvelée totale (ml)	0	0	2
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0



## RENOUVELLEMENTS DES BRANCHEMENTS

Renouvellement des branchements plomb	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de branchements	6 959	6 979	6 978	-0,0%
<i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>	0	0	0	0%
<i>% de branchements plomb restant au 31 décembre</i>	0,0%	0,0%	0,0%	0%
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	0	0	0	0%

(\*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(\*\*) par le Délégué et par la Collectivité

## RENOUVELLEMENTS DES COMPTEURS

Renouvellement des compteurs	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de compteurs	8 407	8 431	8 469	0,5%
Nombre de compteurs remplacés	45	463	1 766	281,4%
Taux de compteurs remplacés	0,5	5,5	20,9	280,0%

## RÉPARATION DES FUITES

	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	11	22	19	-13,6%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,0	0,1	0,1	0,0%
Nombre de fuites sur branchement	15	17	15	-11,8%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,2	0,2	0,2	0,0%
Nombre de fuites sur compteur	12	37	30	-18,9%
Nombre de fuites sur équipement	25	0	2	100%
Nombre de fuites sur autre support	0	0	0	0
Nombre de fuites réparées	63	76	30	-60,5%

## 5.8. GESTION DES INSTALLATIONS

### MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

Nom du réservoir	Date de nettoyage	Commentaires
Les Clairets cuve gauche	01/02/2024	400
Les Bruyères cuve gauche	01/02/2024	1500
Réminéralisation Bassin Bas	01/02/2024	40
Messei	01/04/2024	500
Bassin bas cuve gauche	01/04/2024	300
Le Mont Brûlé	01/04/2024	150
Les Clairets cuve droite	01/05/2024	400
Bellou	01/05/2024	200
Bassin bas cuve droite	01/05/2024	300
Charlemagne cuve droite	13/06/2024	500
La Bouderie	01/08/2024	200
Le Graïs	01/08/2024	10
Les Bruyères cuve droite	01/08/2024	1500
Le Mont d'Hère	01/09/2024	500
Charlemagne cuve gauche	01/11/2024	500
Banvou	01/12/2024	150

## 5.9. OPÉRATIONS DE RENOUVELLEMENT, DE MAINTENANCE ET TRAVAUX REALISÉS

### RENOUVELLEMENT INSTALLATIONS

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
<b>STATION DU GRAIS</b>		
POMPE FORAGE 2 - KSB - 45 m3/h à 48 mètres	Rénovation	Compte
<b>STATION DE LA FERTE-MACE</b>		
<b>STATION DE PRODUCTION DU BASSIN BAT</b>		
CHLOROMETRE - CIFEC - Chloro +	Renouvellement	Compte
<b>REPRISE DU GRAIS (Capacité : 28 m3/h)</b>		
ARMOIRE ELECTRIQUE	Renouvellement	Compte
POMPE 2 - MOVITEC - 28 m3/h à 93 mètres	Renouvellement	Compte
COMPTEUR - Woltex - 80 mm	Renouvellement	Compte
SONDE DE NIVEAU - HITEC - 0-6 mètres	Renouvellement	Compte
<b>SURPRESSION &amp; RESERVOIR LA BRUYERE</b>		
ANALYSEUR DE CHLORE - SWAN - Amitrides	Renouvellement	Compte
SONDE DE NIVEAU RESERVOIR BAS - HITEC - 0-6 mètres	Renouvellement	Compte
<b>RESERVOIR &amp; REPRISE DU MONT D'HERE</b>		
POMPE REPRISE 2 - KSB - 80 m3/h à 54 mètres	Renouvellement	Compte
<b>RESERVOIR DE BELLOU (Capacité : 200 m3)</b>		
SONDE DE NIVEAU - HITEC - 0-6 mètres	Renouvellement	Compte
<b>RESERVOIR DE MESSEI (Capacité : 500 m3)</b>		
ENSEMBLE CHLORATION - CIR - Hydrogedar	Renouvellement	Compte
SONDE DE NIVEAU - HITEC - 0-6 mètres	Renouvellement	Compte
<b>RESERVOIR DE BANVOU (Capacité : 150 m3)</b>		
SONDE DE NIVEAU - HITEC - 0-6 mètres	Renouvellement	Compte

### RENOUVELLEMENT PATRIMOINE RÉSEAUX

Lieu ou ouvrage	Description
LA FERRIERE-AUX-ETANGS(61)	LE BRULE
LA COULONCHE(61)	ROUTE DU MOULIN

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
Réseau (lot)		
COMPTEURS EAU	871	Compte

#### TRAVAUX NEUFS DÉLÉGATAIRE RÉSEAUX

Lieu ou ouvrage	Description
LA FERTE MACE(61)	RUE DU CHATEAU
LA FERTE MACE(61)	ROUTE DE PARIS
DOMPIERRE(61)	RUE DES GALERIES
LA FERTE MACE(61)	RUE DES TANNEURS
LA FERTE MACE(61)	RUE CHAUVIERE
LA FERTE MACE(61)	BOULEVARD ANDRE HAMONIC
MESSEI(61)	RUE DU DOCTEUR MOUCHOT
MESSEI(61)	LES PLANCHES DE CROC
LA FERTE MACE(61)	RUE DES MONTAZIERES
LA FERTE MACE(61)	LES BASSES VRINIERES
BELLOU-EN-HOULME(61)	LA BESNAUDIERE
LA FERTE MACE(61)	RUE DES MONTAZIERES
LES MONTS D'ANDAINE(61)	LE PLESSIS
BANVOU(61)	LE BOURG
MESSEI(61)	RUE LOUVOIS
LA FERTE MACE(61)	RUE D'HAUTVIE
LA FERTE MACE(61)	LA ROUSSINIERE
LA FERTE MACE(61)	LA ROUSSINIERE
LA FERTE MACE(61)	AVENUE LEMEUNIER DE LA RAILLERE
LES MONTS D'ANDAINE(61)	LA CHENAIE
LA FERTE MACE(61)	LES CHAUVINS
MESSEI(61)	PASSAGE DES SPORTS
LA FERTE MACE(61)	CHEMIN DE LA PERRIERE
LA FERTE MACE(61)	RUE D'HAUTVIE
LA FERTE MACE(61)	RUE CHAUVIERE
LA COULONCHE(61)	ROUTE DU MOULIN
LES MONTS D'ANDAINE(61)	L'ETRE BERNIER
LA FERTE MACE(61)	RUE DU COLLÈGE

## 5.10. INTERVENTIONS REALISEES

### Fuites sur canalisations

Commune	Date	Adresse	Diamètre	Commentaires
LA FERTE MACE(61)	11/01/2024	LIEU DIT LES CHAUVINS		FUITE SUR FONTE GRISE DE 100 Défaillance sur canalisation
LA FERTE MACE(61)	30/01/2024	BOULEVARD GÉRARD DE CONTADES		FUITE SUR FONTE DE 60 Défaillance sur canalisation
LA FERTE MACE(61)	14/02/2024	RUE DU DOCTEUR ERNEST POULAIN		FUITE SUR FONTE GRISE DE 60 Défaillance sur canalisation
BANVOU(61)	23/04/2024	LE TERTRE	80	Défaillance sur canalisation
LE GRAIS(61)	27/04/2024	IMPASSE DE LA GODARDIÈRE		Défaillance sur canalisation
LES MONTS D'ANDAIN(61)	05/05/2024	LA FRELONNIERE		Réparation conduite Ø 225 Défaillance sur canalisation
LES MONTS D'ANDAIN(61)	17/05/2024	LOTISSEMENT LE PETIT MONT		REPARATION CANALISATION Défaillance sur canalisation
LA FERTE MACE(61)	21/06/2024	RUE DU MOULIN ROBERT	150	FUITE SUR VP Défaillance sur canalisation
MESSEI(61)	02/07/2024	RUE ALFRED RIEGLER		FUITE SUR ACIER DE 100 Défaillance sur canalisation
LA COULONCHE(61)	19/07/2024	RUE DES ECOLES		REPARATION CHANGEMENT DE PIECE SR6 Défaillance sur canalisation
LA FERTE MACE(61)	02/08/2024	RUE SOEUR MARIE BOITIER		REPARATION FUITE APRES COMPTEUR AU NIVEAU DE L HOPITAL DE LA FERTE Défaillance sur canalisation
BELLOU-EN-HOULME(61)	05/08/2024	LA MONNERIE	125	Fuite la monnerie
LE CHATELLIER(61)	10/09/2024	RUE DES RENARDIERS	63	REPÄRATION CANALISATION DE Ø 63 Défaillance sur canalisation
LA FERTE MACE(61)	18/10/2024	LA TOURELLE	50	CONDUITE CASSEE PAR ELITEL Défaillance sur canalisation
LA COULONCHE(61)	29/11/2024	RUE DES ECOLES	63	
LA COULONCHE(61)	29/11/2024	RUE DES ECOLES	63	
LA FERTE MACE(61)	12/12/2024	RUE LOUIS PASTEUR	80	
LA FERTE MACE(61)	13/12/2024	RUE SOEUR MARIE BOITIER	60	FUITE SUR ADAPTOR POUR FONTE DE Ø60
BANVOU(61)	23/12/2024	RUE DE LA VALLÉE	50	CONDUITE CASSEE PAR MR HEBERT GREGOIRE

## Fuites sur branchements

Commune	Date	Adresse	Diamètre
LA FERTE MACE(61)	06/03/2024	LE CHAMP DES OISEAUX	
LE CHATELLIER(61)	22/03/2024	RUE DES RENARDIERS	
LA FERRIERE-AUX-ETANGS(61)	16/04/2024	LE BRULE	
LA FERTE MACE(61)	19/04/2024	RUE DE LA CHAMBRETTE	
LE CHATELLIER(61)	23/04/2024	RUE DU MINERAI	
LES MONTS D'ANDAIN(61)	16/05/2024	LA BOURRELIERE	
LE CHATELLIER(61)	11/06/2024	RUE DE LA MAIRIE	
LA FERTE MACE(61)	26/08/2024	ALLÉE DES COUTURIÈRES	100
LA FERTE MACE(61)	27/08/2024	IMPASSE TOUSSAINT LOUVERTURE	
LA FERTE MACE(61)	02/09/2024	RUE DES PEUPLIERS	25
LES MONTS D'ANDAIN(61)	18/10/2024	LA GAUTRAIS	
LE CHATELLIER(61)	06/11/2024	RUE DES RENARDIERS	
LA FERRIERE-AUX-ETANGS(61)	26/11/2024	RUE DE DOMFRONT	
BELLOU-EN-HOULME(61)	28/11/2024	LES RIMAINES	
LA FERRIERE-AUX-ETANGS(61)	06/12/2024	ROUTE DU Puits PRÂLON	

## 5.11. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE

### DONNÉES ÉCONOMIQUES

	2022	2023	2024
<b>Taux d'impayés</b>	<b>3,03 %</b>	<b>2,75 %</b>	<b>2,69 %</b>
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	60 793	64 695	54 708
Montant facturé N - 1 en € TTC	2 004 344	2 349 118	2 035 327

	2022	2023	2024
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	9	7	4
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	426,37	260,68	77,66
Volume vendu selon le décret (m3)	796 873	800 448	759 166

	2022	2023	2024
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	161	176	144

### DONNÉES CONSOMMATEURS PAR COMMUNE

	2022	2023	2024	N/N-1
<b>BANVOU</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	614	626	635	1,4%
Nombre d'abonnés (clients)	265	265	265	0,0%
Volume vendu (m3)	24 476	34 010	23 103	-32,1%
<b>BELLOU EN HOULME</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 071	1 051	1 040	-1,0%
Nombre d'abonnés (clients)	546	557	553	-0,7%
Volume vendu (m3)	43 432	54 666	38 807	-29,0%
<b>DOMPIERRE</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	403	399	397	-0,5%
Nombre d'abonnés (clients)	219	222	223	0,5%
Volume vendu (m3)	20 323	17 328	18 582	7,2%
<b>ECHALOU</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	395	383	361	-5,7%
Nombre d'abonnés (clients)	179	178	179	0,6%
Volume vendu (m3)	12 646	16 060	14 091	-12,3%
<b>FERTE MACE</b>				



Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 588	5 489	5 435	-1,0%
Nombre d'abonnés (clients)	2 920	2 916	2 955	1,3%
Volume vendu (m3)	228 516	247 584	233 252	-5,8%
<b>LA COULONCHE</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	505	508	506	-0,4%
Nombre d'abonnés (clients)	262	266	262	-1,5%
Volume vendu (m3)	17 202	17 154	14 726	-14,2%
<b>LA FERRIERE AUX ETANGS</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 567	1 573	1 577	0,3%
Nombre d'abonnés (clients)	843	828	837	1,1%
Volume vendu (m3)	62 311	59 460	52 967	-10,9%
<b>LE CHATELLIER</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	415	413	412	-0,2%
Nombre d'abonnés (clients)	190	188	186	-1,1%
Volume vendu (m3)	20 016	22 006	27 471	24,8%
<b>LE GRAIS</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	45	46	46	0,0%
Nombre d'abonnés (clients)	26	26	26	0,0%
Volume vendu (m3)	1 372	1 700	1 585	-6,8%
<b>LES MONTS D'ANDAIN</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 760	1 769	1 767	-0,1%
Nombre d'abonnés (clients)	832	838	839	0,1%
Volume vendu (m3)	59 138	61 578	50 219	-18,4%
<b>MESSEI</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 908	1 900	1 885	-0,8%
Nombre d'abonnés (clients)	953	958	968	1,0%
Volume vendu (m3)	100 801	91 112	86 704	-4,8%
<b>SAINT ANDRE DE MESSEI</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	562	547	544	-0,5%
Nombre d'abonnés (clients)	234	231	233	0,9%
Volume vendu (m3)	15 664	18 881	17 599	-6,8%
<b>SAIRES LA VERRERIE</b>				
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	314	311	307	-1,3%
Nombre d'abonnés (clients)	155	158	157	-0,6%
Volume vendu (m3)	12 531	13 951	15 334	9,9%
<b>Autre(s)</b>				
Volume vendu (m3)	5 596	0	0	0%

**LES INTERRUPTIONS NON-PROGRAMMÉES DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU**

	2022	2023	2024
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	1,70	1,70	1,82
Nombre d'interruptions de service	13	13	14
Nombre d'abonnés (clients)	7 631	7 638	7 690



## 6. ANNEXES





## 6.1. DÉTAIL DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

### **Commande Publique**

#### ***Données essentielles à publier***

Deux arrêtés publiés le 22 mars ont modifié ceux du 22 décembre 2022 relatifs respectivement aux données essentielles des marchés publics et aux données essentielles des contrats de concession. Ils ont pour objet d'étendre le régime de déclaration des données essentielles aux actes d'exécution, pris après le 1er janvier 2024, relatifs aux marchés publics notifiés et aux contrats de concession conclus avant cette date.

Dans leur version antérieure, les arrêtés du 22 décembre 2022 ne soumettaient pas au nouveau régime des données essentielles les actes d'exécutions relatifs aux contrats de la commande publique notifiés ou conclus après le 1er janvier 2024. Dès lors, ces actes d'exécution restaient soumis au régime fixé par le précédent arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique, posant par là même des difficultés pratiques et techniques.

Afin de remédier à ces difficultés, les arrêtés du 18 mars 2024 précisent que les données essentielles relatives aux actes spéciaux de sous-traitance, aux actes de sous-traitance modificatifs et aux modifications (pour les marchés publics), et aux modifications et aux données d'exécution (pour les contrats de concession) des contrats de la commande publique notifiés ou conclus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024 doivent être transmises et publiées dans les conditions fixées par les arrêtés du 22 décembre 2022 susmentionnés. Ces modifications entreront en vigueur le 1er mai.

- Arrêté du 18 mars 2024 ECOM2404396A modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics
- Arrêté du 18 mars 2024 ECOM2404387A modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession

#### ***Seuil de dispense de publicité et mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 € HT.***

Cette exception pour les marchés de travaux de moins de 100 000 €, instaurée par un décret en date du 28 décembre 2022, devait prendre fin au 31 décembre 2024. Le décret n°2024-1217 du 28 décembre 2024 proroge cette exception jusqu'au 31 décembre 2025.

Ces dispositions sont également applicables aux lots qui portent sur des travaux dont le montant est inférieur à 100 000 € HT, à la condition que le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots.

Toutefois, les acheteurs bénéficiant de cette exception ont toujours l'obligation de veiller à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.

#### ***Simplification du droit de la commande publique***

Le décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024, publié au Journal officiel du 31 décembre 2024, apporte des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics, notamment :

- Les conditions de constitution et de modification de la composition de groupement dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue sont précisées (2142-3 du CCP) et rendues possibles sous réserve de :
  - de disposer des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
  - de ne pas porter atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.
- Il relève de 10 % à 20 % (3114-5 du CCP) la part minimale que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans dans le cadre des marchés globaux, des marchés de partenariat et des contrats de concession. Il abaisse de 5 % à 3 % le montant maximum de la retenue de garantie pour les marchés publics conclus par certains acheteurs avec une petite ou moyenne entreprise (2191-33 du CCP). Enfin, il intègre les mesures réglementaires d'application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte s'agissant de la possibilité pour une entité adjudicatrice de rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne).

## **Services publics locaux**

### ***Modifications de principales instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités locales au 1er janvier 2025***

Les instructions budgétaires et comptables M4 et M57 ont été modifiées à compter du 1er janvier 2025 en particulier pour tenir compte de la réforme des redevances des Agences de l'eau par un arrêté du 20 décembre 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics industriels et commerciaux et arrêté du 20 décembre 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs. Les modifications portent en particulier sur la création de nouveaux comptes de redevances eau et assainissement

### ***Etablissement des budgets verts locaux***

Conformément à l'article 191 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023, les collectivités doivent présenter un état annexé au compte administratif ou au compte financier unique intitulé "Impact du budget pour la transition écologique" pour les budgets principaux et les budgets annexes soumis aux instructions budgétaire et comptables M57 et M4 pour les collectivités et leurs groupements de plus de 3 500 habitants. Le décret du 16 juillet 2024 pris en application de l'article 191 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 précise les modalités de mise en œuvre de cette obligation.

Ainsi, à partir de l'exercice 2024 la contribution aux objectifs de transition écologique doit être présentée pour certaines dépenses comme par exemple les réseaux de voirie, installations de voirie. Dès l'exercice 2025, la contribution aux objectifs de transition écologique doit être présentée pour toutes les dépenses réelles d'investissement (sauf annuités d'emprunt à l'exception de celles liées à la part investissements des marchés de partenariat).

Les objectifs de transition écologique correspondent aux 6 axes suivants : atténuation du changement climatique ; adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ; gestion des ressources en eau ; transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ; prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ; préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

## **Service public de l'eau potable**

### **Réforme des redevances des agences de l'eau**

Cette réforme structurante a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Elle est effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Plusieurs textes d'application ont été publiés en 2024 pour préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement portant sur la performance des services.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration) et l'efficacité du système d'assainissement.

Les services, en tant qu'autorité organisatrice peuvent dès l'année 2025, et après délibération en 2024, reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur. Pour l'année 2025, cette contre-valeur correspond au taux fixé par l'agence de l'eau multiplié par le coefficient de modulation par défaut de l'année 2025 (0,2 pour l'eau, 0,3 pour l'assainissement).

Les modulations sur performance indiquées plus haut deviendront pleinement effectives en 2026, sur la base des performances constatées au terme de l'année 2024.

Le décret 2024-787 du 9 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024), lui-même modifié par le décret 2025-66 du 24 janvier 2025 (JO du 25 janvier 2025), portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau précise les dispositions essentielles de la réforme. Ce décret est complété par cinq arrêtés, à savoir :

- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024), lui-même modifié par l'arrêté du 20 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024), relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;
- L'arrêté du 5 juillet (JO du 7 juillet 2024) relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;

- L'arrêté du 2 octobre 2024 (JO du 30 octobre 2024) modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées) ;
- L'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024) est venu modifier et mettre à jour l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement pour le rendre compatible avec le nouveau cadre réglementaire encadrant désormais les redevances.

A noter qu'une instruction dédiée aux préfets, en date du 4 décembre 2024, est venue préciser les points essentiels de cette réforme des redevances sur lesquels les services de l'Etat et des collectivités locales se devaient de se mobiliser.

Enfin, cette réforme structurante des redevances s'accompagne d'une refonte des indicateurs de performance du Système d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA) qui était supposée aboutir durant l'année 2024.

### *Transposition de la directive européenne 2020/2184 et qualité des eaux destinées à la consommation humaine*

La directive 2020/2184 du 16 décembre 2020 actualise celle de 1998. Elle "revalorise l'eau du robinet". Cette directive a été transposée en droit français à la toute fin de l'année 2022 à travers une ordonnance, deux décrets et une quinzaine d'arrêtés.

Ces textes législatifs et réglementaires ont été complétés par une note d'information de la Direction Générale de la Santé (DGS) aux ARS (note d'information N° DGS/EA4/2023/61 du 14 avril 2023, publiée le 28 avril 2023). Cette note d'information réaffirme les points fondamentaux du cadre réglementaire promulgué fin décembre 2022 et pour partie effectif depuis le 1er janvier 2023. Notamment :

- Elle renforce, dès le 1er janvier 2023, les normes de qualité exigées pour l'eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur sept nouveaux paramètres qui couvrent différentes familles de substances (sous-produits de désinfection, perturbateurs endocriniens, l'uranium) et notamment la somme de 20 substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') à laquelle est associée une limite de qualité de 0,1 microgramme/L ;
- Elle confirme que la vérification permanente de la qualité de l'eau relève de la responsabilité du service public d'eau, au travers la mise en œuvre d'un plan de surveillance conforme aux exigences de qualité en vigueur et aux vulnérabilités identifiées. Le contrôle sanitaire officiel opéré par les ARS présente un caractère strictement ponctuel et en aucun cas permanent. Ainsi, sur les sept nouveaux paramètres mentionnés plus haut, le contrôle sanitaire réalisé par les ARS sera opérationnel au plus tard le 1er janvier 2026 ;
- Elle instaure une approche de gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) élaborés sous la responsabilité de la personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (PRPDE). Cette approche passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d'eau et la compréhension de leur vulnérabilité, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité du plan de surveillance mentionné plus haut.

Ce nouvel enjeu de gestion préventive des risques et les dispositions qui s'y rattachent ont été rappelés dans un courrier du Directeur Général de la Santé, daté du 30 janvier 2024 adressé à l'Association des Maires de France, à Intercommunalités de France, à la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) et à la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E). Ce courrier réaffirme les échéances de juillet 2027 puis de janvier 2029 pour que les services d'eau élaborent, mettent en œuvre, évaluent et mettent à jour leur PGSSE, d'abord sur la ressource en eau puis sur la production et la distribution (seconde échéance citée).



Ce rappel survient alors que les sujets des substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS'), des métabolites de pesticide ou la présence de chlorure de vinyle monomère (instruction de la DGS aux ARS du 29 avril 2020 concernant les mesures correctives que les services doivent mettre en œuvre pour répondre à cet enjeu et, ce, sans attendre l'échéance du PGSSE "système de distribution" de janvier 2029 ), ont jalonné l'année 2024 : sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel et, voire même, médiatique.

- **PFAS (et autres paramètres nouvellement réglementés)**

Sur le plan réglementaire, l'instruction DGS/EA4/2024/30 du 12 mars 2024 (BO Santé du 29 mars 2024), est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine. Cette instruction de la DGS à destination des ARS et des Préfets précise les recommandations de gestion des situations locales de non conformités pour les PFAS dans les EDCH en réaffirmant l'obligation d'une information transparente des populations concernées (conformément à l'article R1321-30 du Code de la Santé Publique). Elle rappelle les incertitudes scientifiques concernant cette famille de substances et dresse l'état d'avancement des expertises sanitaires en cours, dont la campagne exploratoire de l'Anses sur les PFAS dans les eaux brutes et les eaux distribuées. Pour les PFAS, cette campagne exploratoire porte sur 34 composés, incluant les 20 composés dont la somme est soumise à une limite de qualité depuis le 1er janvier 2023 et des PFAS à chaîne dite "courte", aujourd'hui non réglementés en France, dont l'acide trifluoroacétique (communément nommé TFA).

Sur le plan européen, une communication de la Commission (C/2024/4910) publiée au JOUE du 7 août 2024 est venue préciser les lignes directrices techniques relatives aux méthodes d'analyse pour la surveillance des substances alkylées per- et polyfluorées (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine.

- **Métabolites de pesticides**

L'année 2024 a été marquée par la publication de trois avis de l'Anses :

- Dans deux avis publiés début mai 2024, l'Anses a confirmé le caractère pertinent du métabolite R417888 du chlorothalonil et a classé comme non-pertinent le métabolite R411811 du même chlorothalonil. Le métabolite R471811 se trouve dès lors affecté d'une norme sanitaire, considérée comme une valeur indicative, de 0,9 µg/L (et non plus une limite de qualité de 0,1 µg/L comme c'est encore le cas pour le métabolite R417888). A noter que la précédente campagne exploratoire menée par l'Anses, sous l'égide de la DGS, sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH et publiée en avril 2023 avait montré la détection très fréquente du métabolite Chlorothalonil R471811 dans les eaux brutes et distribuées.
- Dans un avis publié début août 2024, l'Anses fixe les valeurs sanitaires maximales de la desphényl-chloridazone et de la méthyl-desphényl-chloridazone, deux métabolites de la chloridazone confirmés comme pertinents dans deux avis de 2023 de l'Anses. Ces valeurs sanitaires maximales sont respectivement de 11 µg/L et 110 µg/L. S'agissant de deux métabolites pertinents, ils sont tous deux soumis à une limite de qualité de 0,1 µg/L qui fixe la conformité de l'eau à atteindre, le cas échéant, après une période dérogatoire de trois ans, renouvelable une fois.

Fin novembre 2024, la publication d'un rapport mené par trois inspections ministérielles (IGEDD, CGAAER et IGAS) sur la gestion des aires d'alimentation des captages a dressé un constat sévère sur la fréquence de détection des pesticides et de leurs métabolites dans les ressources en eau en proposant différentes dispositions pour la reconquête de leur qualité dont l'harmonisation européenne du classement de la pertinence / non-pertinence des métabolites de pesticide. Cette disposition a été initiée en 2024 par la Commission avec l'appui scientifique de l'OMS dont les travaux sont attendus en 2025.

- **Matériaux en contact avec l'eau**

Trois décisions et trois règlements européens publiés au Journal Officiel de l'Union Européenne du 23 avril 2024 sont venus compléter la réglementation relative aux matériaux en contact avec l'eau destinée à la

consommation humaine. Ces six textes découlent de la révision de la directive 2020/1184 de décembre 2020 relative aux eaux destinées à la consommation humaine et qui harmonise le cadre européen sur ce sujet. Ces dispositions s'appliqueront à partir du 31 décembre 2026. En attendant, les dispositions françaises continuent à s'appliquer. Un texte réglementaire viendra préciser les modalités d'application de ces nouvelles dispositions en France.

- ***Microplastiques dans les eaux destinées à la consommation humaine***

Par une décision déléguée du 11 mars 2024, publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne du 21 mai 2024, la Commission européenne a défini la méthodologie à suivre pour mesurer les microplastiques dans l'eau destinée à la consommation humaine. Cette décision déléguée répond à une disposition de la directive 2020/2184 relative aux eaux destinées à la consommation humaine publiée en décembre 2020. L'objectif est d'inscrire ensuite ces substances sur la liste de vigilance qui comprend les substances ou composés préoccupants pour les citoyens ou les milieux scientifiques. Pour mémoire, à date, cette liste de vigilance supposée s'étendre comprend le bêta-œstradiol et le nonylphénol.

### ***Repérage de l'amiante avant travaux***

L'arrêté du 4 juin 2024 (JO du 30 juin 2024) est venu préciser les modalités de réalisation du repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers. Cet arrêté qui couvre les enrobés routiers et les réseaux entrera pleinement en application le 1er juillet 2026 afin de permettre au préalable la mise en œuvre des formations des opérateurs en charge de réaliser ces opérations de repérage, selon la norme NF X 46-102 de novembre 2020.

Les dispositions de cet arrêté précisent que le donneur d'ordre des travaux est tenu d'adresser au propriétaire de l'ouvrage une copie du rapport de repérage afin que ce dernier puisse mettre à jour le dossier de traçabilité.

Cet arrêté précise également les conditions d'exemption de ce repérage : situation d'urgence ou lorsque les informations provenant des documents de traçabilité sont antérieurement connues.

### ***Travaux à proximité des réseaux***

Plusieurs fois refondue au gré des retours d'expérience, la réglementation "anti-endommagement", qui encadre depuis 2012 les travaux effectués à proximité des réseaux à risque aériens et enterrés, connaît une série d'ajustements à compter du 1er janvier 2025. A noter que le décret du 2024-1022 du 13 novembre 2024 (JO du 15 novembre 2024) et l'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 29/12/24) sont venus renforcer la sécurité des interventions sur les réseaux en modifiant certaines dispositions contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution des travaux à proximité des réseaux, notamment en matière de déclaration, d'entretien et de contrôle des infrastructures.

Par une décision du 30 janvier 2024 (BO du 17 février 2024), le fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement intitulé « guide technique des travaux » mentionné à l'article R. 554-29 du code de l'environnement a vu ses annexes complétées de nouvelles fiches techniques.

L'arrêté du 7 mai 2024 (JO du 22 mai 2024) est venu fixer, pour l'année 2024, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du «Guichet Unique» administré par l'Ineris. Ce téléservice ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Trois arrêtés en date du 5 juillet 2024 ont été publiés au JO du 7 juillet 2024 :

- un premier arrêté précise les normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension ;
- un second arrêté porte sur les conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du code du travail ;
- le troisième arrêté porte spécifiquement sur la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains.

### *Gestion quantitative et partage de la ressource en eau*

Dans la continuité du Plan Eau adopté fin mars 2023, plusieurs instructions et arrêtés sont venus préciser durant l'année 2024 les modalités de gestion quantitative et de partage de la ressource en eau.

- L'instruction du 18 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau a été publiée le 8 janvier 2024.

Cette instruction précise les modalités de gestion quantitative de la ressource en eau. En particulier, elle encadre l'étude des volumes prélevables à l'étiage, qui constituent la base de toute démarche de retour à l'équilibre hydrique, en rappelant la nécessité de définir une stratégie d'études des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de bassin. Elle détaille la nécessaire articulation entre les différents outils de gestion de la ressource en eau (SAGE, PTGE,, etc.) pour atteindre le retour à l'équilibre.

- L'instruction interministérielle du 1er juillet 2024 (BO du 9 juillet 2024) précise les actions du Plan Eau, parmi les 53 mesures de ce plan, qui doivent être mises en œuvre dans les territoires sous l'impulsion des préfets. Aussi l'objet de cette instruction est de détailler, pour certaines mesures, quelles actions sont attendues et à quelle échelle.
- L'arrêté du 3 juillet 2024 (JO du 6 juillet 2024) modifie l'arrêté du 30 juin 2023 concernant les mesures de restriction à mettre en œuvre en période de sécheresse dans les ICPE.  
Dans un souci de simplification, il modifie le site internet sur lequel l'exploitant transmet ses consommations d'eau lors des épisodes de sécheresse. Il précise que les réductions doivent être appliquées sur les prélèvements dans les ressources qui sont concernées par la sécheresse. Il apporte également des modifications concernant la déduction d'un volume de « sécurité » du volume de référence auquel l'exploitant doit appliquer des réductions de sa consommation d'eau en cas de sécheresse.
- Le décret n° 2024-1098 du 2 décembre 2024 (JO du 4 décembre 2024) révisé les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage). Créé par la loi sur l'eau de 1992, cet outil de planification essentiel à la gestion locale de l'eau est adapté par ce décret pour répondre aux nouveaux enjeux, notamment du changement climatique et aux épisodes de rareté de la ressource en eau. Ce décret vise à accélérer l'élaboration des SAGE en resserrant, notamment, les liens entre le SAGE et les documents d'urbanisme et les trajectoires des prélèvements sur un territoire.

D'autre part, le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc.) et à contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan a pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici à 2027.

En 2024, de nouveaux textes réglementaires, complétant ceux publiés en 2023, ont été publiés pour faciliter le recours aux ENC tout en encadrant les risques inhérents à ces pratiques :

- **Le décret 2024-33 du 24 janvier 2024** (JO du 25 janvier 2024) puis **le décret 2024 - 769 du 8 juillet 2024** (JO du 9 juillet 2024) fixent les modalités de recours aux ENC dans les entreprises du secteur alimentaire. Ce dernier décret est accompagné d'un arrêté daté du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) qui précise les niveaux de garantie sanitaire à atteindre en fonction des usages prévus ;
- **Le décret 2024-796 et l'arrêté du 12 juillet 2024** (JO du 13 juillet 2024) encadrent les conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques. Ces deux textes ont été complétés et précisés par la note d'information DGS/EA4/2024/147 du 23 octobre 2024 (BO Santé du 31 octobre 2024) à destination des ARS et des préfets.

### *Protection et surveillance des masses d'eau*

Un avis publié au JO du 6 octobre 2024 est venu préciser les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement, et conformément à l'arrêté du 26 juin 2023. Cet avis liste les méthodes analytiques, et les normes associées, des couples « élément de qualité biologique - méthode » à appliquer ainsi que leur date d'entrée en vigueur.

## *Transition énergétique & environnementale*

### *Autorisation environnementale*

Promulguée en octobre 2023, la loi Industrie verte vise à accélérer la réindustrialisation du pays, dans le respect de l'environnement. Afin de traduire cette ambition, deux décrets ont été pris en application de cette loi pour accélérer la libération de foncier industriel et l'implantation de nouvelles usines, notamment via la réduction des délais d'examen des demandes d'autorisation environnementale. Une instruction ministérielle est venue compléter ultérieurement le dispositif mis en place.

**Le décret n° 2024-704 du 5 juillet 2024** permet tout d'abord la mise en œuvre des accélérations de certaines procédures d'urbanisme ou environnementales pour des projets industriels stratégiques. Plus précisément :

- Il définit la liste des secteurs des technologies favorables au développement durable pour lesquels les projets industriels sont rendus explicitement éligibles à la procédure de déclaration de projet prévue par l'article L.300-6 du code de l'urbanisme. Ainsi, parmi ces secteurs, est mentionné celui des technologies de décarbonations du bâtiment, celui des technologies de production, de réseau et de stockage de l'énergie bas-carbone ou encore celui du recyclage des déchets de matériaux.
- Il détaille les informations à fournir pour se voir reconnaître de manière anticipée la raison impérieuse d'intérêt public majeur (RIIPM), au sens de l'article L.411-2 du code de l'environnement, pour des projets industriels visés par une déclaration d'utilité publique, identifiés par décret comme projet d'intérêt national majeur (PINM) ou faisant l'objet d'une déclaration de projet au sens du code de l'urbanisme.
- Enfin, le décret précise que le préfet sera l'autorité compétente pour autoriser les travaux, installations, constructions et aménagement d'un projet industriel qualifié par décret de projet d'intérêt national majeur pour la transition écologique ou la souveraineté nationale (article R\* 422-2 i) du code de l'urbanisme).

Ensuite, **le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024** permet, à travers des dispositions clés, de réduire les délais d'implantation industrielle et de favoriser la libération de fonciers industriels. Plus précisément :

- Il accélère l'examen des demandes d'autorisation environnementale. En application du nouvel article L. 181-10-1 du code de l'environnement dans sa rédaction issue de la Loi Industrie Verte, la phase d'enquête publique est, sauf exception, remplacée par une procédure de

consultation du public parallélisée menée sous le contrôle du commissaire enquêteur. Cette consultation est désormais réalisée en parallèle de la phase d'examen de la demande par les services de l'Etat durant une période de 3 mois (portée à 4 mois lorsque l'avis de l'autorité environnementale est requis), là où ces deux étapes étaient précédemment conduites de manière successive sur une durée de 7 à 8 mois. D'autres délais de procédure sont par ailleurs raccourcis. A titre d'exemple, le pétitionnaire ne disposera plus que de 5 jours pour formuler des observations sur les remarques et propositions du public, contre les 15 jours prévus dans le cadre actuel de l'enquête publique.

Ces dispositions sont entrées en vigueur le 22 octobre 2024 et sont applicables aux demandes déposées à compter de cette date.

- Il améliore la gestion des cessations d'activité ICPE. Tout d'abord, le texte précise les conditions permettant à un exploitant, dont la cessation d'activité a été notifiée avant le 1er juin 2022, de bénéficier de la nouvelle procédure de cessation d'activité introduite par la loi d'accélération et de simplification de l'action publique (« Loi ASAP »). Le décret apporte également des précisions substantielles quant au contenu du mémoire de réhabilitation que l'exploitant est tenu de transmettre au Préfet. A ce titre, le traitement des sources de pollutions et des pollutions concentrées est rendu obligatoire (sauf dérogation encadrée), là où cette pratique relevait jusqu'ici de la simple recommandation issue de la Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017. Le décret modifie en outre l'ensemble des articles du code de l'environnement relatifs à la procédure de tiers demandeur afin, entre autres, de faciliter sa substitution à l'exploitant pour la mise en sécurité du site (en plus de sa réhabilitation). Le texte prévoit aussi le renforcement des exigences de garanties financières à constituer pour le tiers demandeur et ouvre la possibilité aux collectivités d'être leur propre assureur lorsqu'elles interviennent en tant que tiers demandeur.

Ces dispositions sont entrées en vigueur le 7 juillet 2024.

## ICPE

Face à l'importance de la sinistralité dans les installations de gestion des déchets, le ministère de la Transition écologique a renforcé les prescriptions en matière de prévention des incendies en prenant une succession d'arrêtés fin 2023 (pour les installations soumises au régime de l'enregistrement et les installations soumises à autorisation) et début 2024 (pour les installations soumises à déclaration).

Ainsi, l'arrêté du 8 janvier 2024 (TREP2330764A), qui modifie les prescriptions applicables aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration, s'inscrit dans cette volonté de réforme.

En premier lieu, le nouveau texte modifie :

- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

Au sein de ces arrêtés, il introduit des exigences, applicables à compter du 1er janvier 2025, en ce qui concerne le stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques. A ce titre, il prévoit que ces déchets susceptibles de contenir des batteries au lithium doivent être séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutention.

En second lieu, il modifie :

- l'arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°s 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718.

Les modifications consistent à introduire de nouvelles exigences qui seront mises en place progressivement (certains entreront en vigueur en juillet 2024, d'autres en janvier 2025, et les dernières en janvier 2026). Parmi les exigences à mettre en œuvre le plus tôt possible, on notera l'obligation pour l'exploitant de réaliser et tenir à jour un plan de défense contre l'incendie dont le texte fixe le contenu minimum. De même, il doit organiser un exercice de défense contre l'incendie, lequel doit être renouvelé au moins tous les trois ans.

Notons qu'un arrêté du 4 juin 2024 (TREP2412145A) a ultérieurement corrigé certaines incohérences et erreurs rédactionnelles introduites par les textes de fin 2023 et début 2024.

Enfin, l'instruction ministérielle du 3 décembre 2024 (TCEP2421014) a défini les actions nationales 2025 de l'inspection des installations classées, qui sont au nombre de cinq : libération du foncier industriel, maîtrise des risques accidentels, installations de combustion, lutte contre le trafic de déchets et plan d'action interministériel « PFAS ».

#### ***Encadrement des émissions chimiques***

Dans une communication publiée au journal officiel de l'Union Européenne le 26 avril 2024, la Commission européenne est venue préciser les critères et les principes directeurs de la notion "d'utilisations essentielles" d'une substance chimique. Ces critères permettent d'évaluer s'il est justifié, d'un point de vue sociétal, d'utiliser les substances les plus nocives. Dans les cas où l'utilisation est nécessaire pour la santé et/ou la sécurité et/ou si elle est essentielle au fonctionnement de la société, et s'il n'existe pas de solutions de remplacement acceptables, une substance chimique peut continuer à être utilisée à cette fin pendant un certain temps, précise ainsi l'exécutif européen.

## 1.1. ASSURANCES

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Veolia a souscrit aux polices d'assurance suivantes :

- **Assurance de responsabilité civile** : cette assurance couvre Veolia des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, que Veolia est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.
- **Assurance de dommages aux biens** : cette assurance est souscrite par Veolia pour son propre compte. Elle a pour objet de garantir les biens affermés contre les dommages résultant de l'exploitation du service.

L'ensemble de ces attestations d'assurance est disponible sur simple demande de la Collectivité.



## 6.2. ASSURANCES

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Veolia a souscrit aux polices d'assurance suivantes :

- **Assurance de responsabilité civile** : cette assurance couvre Veolia des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, que Veolia est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.
- **Assurance de dommages aux biens** : cette assurance est souscrite par Veolia pour son propre compte. Elle a pour objet de garantir les biens affermés contre les dommages résultant de l'exploitation du service.

L'ensemble de ces attestations d'assurance est disponible sur simple demande de la Collectivité.

## 6.3. CERTIFICATS ISO



# Certificat

## Certificate

N° 2015/69287.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

### VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 9001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

**2024-11-10**

Jusqu'au  
Until

**2027-11-09**

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Julien NIZRI**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), fait foi en temps réel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](https://www.afnor.org), attests in real-time that the company is certified. Accreditation COFRAC n° 4-0001. Certification de Systèmes de Management. Portée disponible sur [www.cofrac.fr](https://www.cofrac.fr).  
COFRAC accreditation n° 4-0001. Management Systems Certification. Scope available on [www.cofrac.fr](https://www.cofrac.fr).  
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark - CERTIF 0956.9.07-2020

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](https://www.afnor.org)





# Certificat

## Certificate

N° 2015/69286.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

### VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 14001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

**2024-11-10**

Jusqu'au  
Until

**2027-11-09**

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Julien NIZRI**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



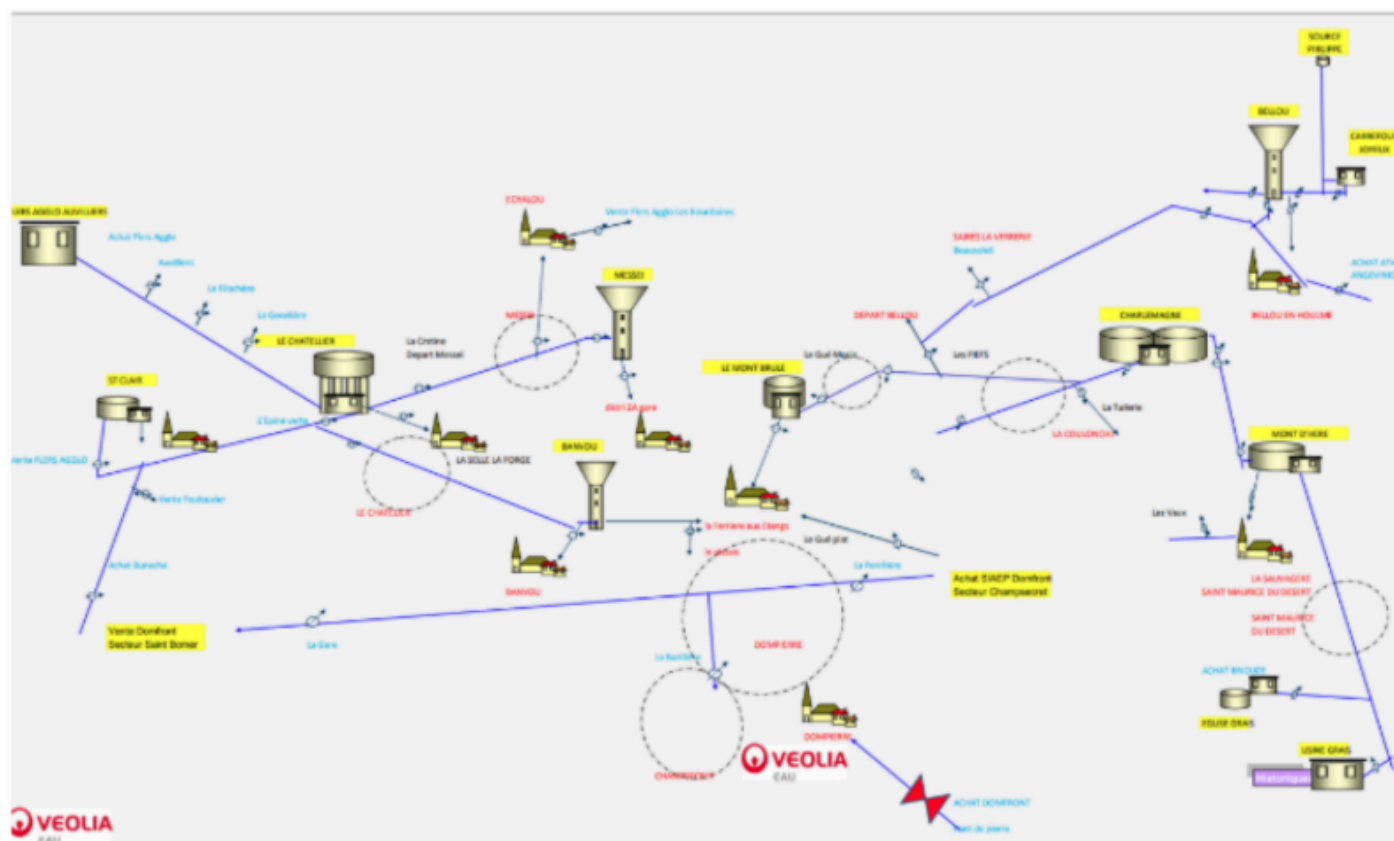
Flashez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), fait foi en temps réel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](https://www.afnor.org), attests in real-time that the company is certified. Accreditation COFRAC n° 4-0001. Certification de Systèmes de Management. Portée disponible sur [www.cofrac.fr](https://www.cofrac.fr).  
COFRAC accreditation n° 4-0001. Management Systems Certification. Scope available on [www.cofrac.fr](https://www.cofrac.fr).  
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark. CERTIF 0956.9.07-2020

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](https://www.afnor.org)



## 6.4. AUTRES ANNEXES



## 6.5. GLOSSAIRE

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### **Abonnement :**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

### **Abonnés non domestiques :**

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

### **Capacité de production :**

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m<sup>3</sup>/jour).

### **Certification ISO 14001 :**

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 9001 :**

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

### **Certification ISO 22000 :**

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

### **Certification ISO 50001 :**

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 45001 :**

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

### **Consommateur – abonné (client) :**

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc...). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

### **Consommation individuelle unitaire :**

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m<sup>3</sup>/client/an).

### **Consommation globale unitaire :**

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m<sup>3</sup>/consommateur/an).

### **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

### **Développement durable :**

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

**Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030** sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

### **Eau souterraine influencée :**

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

### **HACCP :**

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

### **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :**

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 0 % : aucune action ;
- 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- 60 % : arrêté préfectoral ;
- 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- et l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement :

<http://services.eaufrance.fr/>

### **Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :**

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

### **Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :**

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

### **Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :**

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

### **Parties prenantes :**

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

### **Prélèvement :**



Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

### **Rendement du réseau de distribution [P104.3] :**

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

Objectif Rdt Grenelle 2 =  $\text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$

Avec :

- Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ILC : Indice Linéaire de Consommation ( $\text{m}^3/\text{j}/\text{km}$ ) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;
- A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à  $2 \text{ Mm}^3/\text{an}$  où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

### **Réseau de desserte :**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

### **Réseau de distribution :**

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

### **Résultat d'analyse :**

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

### **Taux d'impayés [P154.0] :**

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

### **Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :**

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

### **Taux de mensualisation :**

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

### **Taux de prélèvement :**

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

### **Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

### **Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique. et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique.

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

### **Taux de mutation (demandes d'abonnement) :**

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

### **Taux de réclamations [P155.1] :**

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

### **Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

### **Volume comptabilisé :**

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

### **Volume consommateurs sans comptage :**

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

### **Volume consommé autorisé :**

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

### **Volume de service du réseau :**

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

### **Volume mis en distribution :**

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

### **Volume produit :**

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

### **Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

**Ressourcer le monde**

**Veolia**

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

**[www.veolia.com](http://www.veolia.com)**